

2022

Rapport Financier



Édito du Président du Conseil d'Administration



JEAN GUILLAUME DESPATURE
Président du Conseil d'Administration

Je suis très heureux et enthousiaste d'avoir été nommé en mai 2022 Président du Conseil d'Administration d'Edify et je mesure aujourd'hui le chemin parcouru depuis sa création en 2014, et le potentiel existant.

Notre principal actif, Pellenc, spécialisé dans le matériel et les outils électroportatifs pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts, a connu un succès continu et vu son chiffre d'affaires croître de 90 % depuis 2014. Gaviota, producteur de composants pour les stores et volets roulants, dont nous détenons 46,5 % depuis 2001, s'est largement développé sur son secteur et a vu son chiffre d'affaires se multiplier par deux depuis 2014.

D'octobre 2014 à fin 2021, le portefeuille¹ s'est également enrichi de participations dans des sociétés opérant sur des marchés de niche et détenant des positions de premier plan dans leurs spécialités, à l'image de De Buyer, référence française des ustensiles de cuisine et de boulangerie-pâtisserie, Ligier, marque phare des véhicules légers à moteurs thermiques et électriques, et Thermo-Technologies, leader mondial des fils et traitements de surfaces de haute technicité.

La cession en 2022 de Zurflüh-Feller, participation historique issue de l'histoire de Somfy Participations, est révélatrice de la capacité d'Edify à accompagner les entreprises dans leur développement et leur transformation à des moments clés et sur des temps longs. La société, fabricante d'accessoires pour les volets roulants et les rideaux métalliques, est, en effet, passée du statut de PME familiale française, en 2008, année de son acquisition, à celui d'ETI internationale, leader européen de son marché, en 2022.

Cette cession participe pleinement au renouvellement de notre portefeuille opéré sur 2022, et nous permet de nous centrer notamment sur nos trois pôles principaux, l'agriculture de demain, les nouvelles mobilités et le bien cuisiner.

L'acquisition de 42,9 % d'Agromillora en avril 2022, société espagnole opérant dans le domaine porteur de la multiplication et la densification des plants pour l'arboriculture (arbres fruitiers, vignes, ...), témoigne de l'intérêt d'Edify pour l'agriculture du futur, en concourant à l'amélioration des rendements agronomiques.

Par notre prise de participation dans la société française K-Ryole, de création récente, nous confirmons notre volonté de prendre une place dans le secteur de la mobilité de demain. Avec sa technologie unique, K-Ryole conçoit et fabrique des remorques de vélo et chariots électriques intelligents destinés à la logistique du dernier kilomètre et aux métiers du bâtiment et des travaux publics.

1. composé en octobre 2014 de Pellenc, Gaviota, Zurflüh-Feller, Les Usines Métallurgiques de Vallorbe, Sirem, La Buvette et Lacroix Emballages

Autour de De Buyer nous avons poursuivi notre spécialisation dans l'univers de la table, avec l'acquisition de N2J, plus connue sous la marque écoresponsable Pebbly.

L'exercice 2022 peut aussi être qualifié d'atypique, voire de transitoire, au regard du contexte particulier dans lequel il s'est déroulé.

Les bouleversements nés de la guerre en Ukraine se sont, en effet, conjugués aux perturbations consécutives à la pandémie du Covid en 2020 et ont affecté les différentes sociétés du portefeuille, à des degrés divers, par l'envolée des coûts d'achat de matières premières qu'ils ont occasionnée, par la désorganisation des circuits d'approvisionnement et les ruptures de stocks de composants qu'ils ont provoquées.

Malgré ces trois années intenses et difficiles, les sociétés du portefeuille ont su maintenir leur activité et leur rentabilité. Le chiffre d'affaires consolidé 2022 s'est inscrit en hausse de 12,3 %, à 920,1 millions d'euros. L'Ebitda, bien qu'en retrait de 3,3 %, se maintient autour des 100 millions d'euros.

Toutefois, l'accroissement des budgets d'investissement et des besoins en fonds de roulement s'est traduit par un bond de l'endettement financier net, porté de 119,5 à 299,9 millions d'euros.

En conséquence du tassement de l'Ebitda et de l'alourdissement de l'endettement financier, l'Actif Net Réévalué a été ramené de 625 à 505 millions d'euros.

Pour conclure, je retiens que l'exercice écoulé aura mis en exergue la robustesse du portefeuille et du modèle d'Edify, et je remercie l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs du Groupe pour leur engagement et leur contribution à ces résultats.

Cette année aura également mis en exergue la nécessité de l'adaptation permanente, voire de la réinvention, des stratégies des différentes participations.

Par ailleurs, les défis sont multiples, du fait notamment du dérèglement climatique et de l'épuisement des ressources naturelles, et les opportunités sont nombreuses. C'est pourquoi il convient d'effectuer des choix et de définir des priorités.

Je m'attacherai à faire de la gouvernance sociale et environnementale (ESG) un axe essentiel de l'organisation et du développement des sociétés du portefeuille et, par ricochet, un vecteur de progression et de création de valeur pour chacune d'entre elles.

Je sais pouvoir compter sur l'implication des équipes pour avancer et réussir dans cette voie.

EDIFY

Société holding industrielle qui investit dans des ETI pour les développer et les accompagner dans la durée.



Sommaire

Sommaire

06

RELATION ACTIONNAIRES

07

ORGANISATION

08

PANORAMA DES COMPTES

10

RAPPORT DE GESTION DES ADMINISTRATEURS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2023

- 11 — Faits marquants de l'exercice
- 12 — Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify
- 13 — Présentation des comptes
- 14 — Événements post-clôture
- 14 — Informations sur les activités en matière de recherche et de développement
- 14 — Informations sur les risques liés à l'activité d'Edify
- 16 — Informations sur les impacts potentiels des crises actuelles
- 16 — Informations sur les acquisitions d'actions propres
 - 16 — Existence de succursale
 - 16 — Développement futur probable
 - 16 — Affectation du résultat

18

DOCUMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

- 19 — Compte de résultat consolidé
- 20 — Bilan consolidé actif
- 21 — Bilan consolidé passif
- 22 — Tableau des flux de trésorerie
- 23 — Général
- 23 — Faits marquants de l'exercice
- 23 — Événements post-clôture
- 24 — Annexes aux documents comptables consolidés

45

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

- 46 — Rapport sur l'audit des états financiers consolidés



Relation actionnaires

CAPITAL

Le capital de la société Edify S.A. (ci-après « Edify ») au 31 décembre 2022 s'élève à 4 860 000,00 €, divisé en 4 860 000 actions de 1 € nominal, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Au 31 décembre 2022, la société a émis 510 525 parts bénéficiaires, représentant un total de 5 504 465,28 €.

La société n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès au capital.

CALENDRIER FINANCIER 2023

23 mai	Assemblée Générale
25 mai	Publication du chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2023
28 septembre	Publication des résultats du 1 ^{er} semestre 2023
23 novembre	Publication du chiffre d'affaires du 3 ^e trimestre 2023

Organisation

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

JEAN GUILLAUME DESPATURE

Vice-Président

WILFRID LE NAOUR

Membres du Conseil d'Administration

PAUL GEORGES DESPATURE

VICTOR DESPATURE

AGNÈS LARUELLE

LUIS MARINI-PORTUGAL

PATRICK TANGUY



COMITÉ D'AUDIT

Président

VICTOR DESPATURE

Membres

PAUL GEORGES DESPATURE

AGNÈS LARUELLE

COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Président

JEAN GUILLAUME DESPATURE

Membres

WILFRID LE NAOUR

LUIS MARINI-PORTUGAL

COMITÉ D'INVESTISSEMENT

Président

WILFRID LE NAOUR

Membres

JEAN GUILLAUME DESPATURE

ANTHONY STAHL

RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

ERNST & YOUNG S.A.

De gauche à droite :

WILFRID LE NAOUR,

Vice-Président du Conseil d'Administration d'Edify et précédemment Directeur Général de Somfy.

AGNÈS LARUELLE,

Administrateur délégué à la gestion journalière, ancien membre du Comité Exécutif de MDO Management Company S.A. et ancien dirigeant agréé de MDO Services S.A.

PAUL GEORGES DESPATURE,

Précédemment Président du Conseil d'Administration d'Edify, Président du Directoire de Somfy et Président du Conseil de Surveillance de Damartex.

VICTOR DESPATURE,

Président du Groupe MCSA et précédemment membre du Conseil de Surveillance de Somfy.

LUIS MARINI-PORTUGAL,

Ancien Membre du Directoire d'Eurazeo.

PATRICK TANGUY,

Ancien Directeur Associé de Wendel.

JEAN GUILLAUME DESPATURE,

Président du Conseil d'Administration d'Edify, Président du Conseil d'Administration de Somfy et Président du Conseil de Surveillance de Damartex.

CONTACTS

Edify

VALÉRIE MARQUES

Directeur Financier

Téléphone : +41 22 710 05 01

E-mail : vmarques@edify-investmentpartner.com

Edify

INGRID MOTCH

Secrétaire Général

Téléphone : +352 24 83 16 20

E-mail : imotch@edify-investmentpartner.com



Panorama des comptes



Panorama des comptes

Données en millions d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Actif Net Réévalué au 31 décembre	505,1	625,0
Chiffre d'affaires consolidé	920,1	819,3
EBITDA consolidé	100,2	103,4
Résultat Opérationnel Courant consolidé	67,4	74,0
Résultat opérationnel consolidé*	90,7	72,9
Résultat net consolidé*	66,0	59,9
Capacité d'autofinancement consolidée	80,6	77,5
Endettement Financier Net consolidé au 31 décembre**	295,6	119,5
Endettement Financier Net Edify S.A. au 31 décembre	54,2	11,8
Trésorerie mobilisable Edify S.A. au 31 décembre	180,0	230,0

* Intégrant une dotation aux amortissements des écarts d'acquisition de 24 M€ en 2022 (13 M€ en 2021).

** Endettement Financier Net incluant les compléments de prix et différés de paiement.



Rapport de gestion des administrateurs

11

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

12

ACTIF NET RÉÉVALUÉ DU PORTEFEUILLE D'EDIFY

Méthodologie

Valorisation du portefeuille d'Edify

13

PRÉSENTATION DES COMPTES

Période comptable

Données sociales

Données consolidées

14

ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

14

INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

14

INFORMATIONS SUR LES RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ D'EDIFY

Risques opérationnels

Risques financiers

16

INFORMATIONS SUR LES IMPACTS POTENTIELS DES CRISES ACTUELLES

16

INFORMATIONS SUR LES ACQUISITIONS D' ACTIONS PROPRES

16

EXISTENCE DE SUCCURSALE

16

DÉVELOPPEMENT FUTUR PROBABLE

16

AFFECTATION DU RÉSULTAT



Rapport de gestion des administrateurs

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2023

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le Conseil d'Administration vous a réunis afin de vous rendre compte de la gestion de votre société et des sociétés de son portefeuille et soumettre à votre approbation les comptes arrêtés au 31 décembre 2022.

Edify est une société holding industrielle qui investit dans des ETI pour les développer et les accompagner dans la durée. Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles européennes, à savoir **Gaviota** (composants et moteurs pour les stores et les volets roulants), **Pellenc** (matériels et outils électroporatif pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts), les **Usines Métallurgiques de Vallorbe** (limes et outils de précision pour les industries bijoutière, horlogère, forestière, automobile et aéronautique), **De Buyer** (ustensiles de cuisine et de boulangerie-pâtisserie), **Ligier** (quadricycles légers pour les conducteurs sans permis), **Thermo-Technologies** (fils de haute technicité et revêtements des surfaces de métaux précieux par procédé chimique ou électrolytique), **K-Ryole** (remorques électriques intelligentes pour vélos) et **Agromillora** (producteur et distributeur de plants pour l'agriculture).

Faits marquants de l'exercice

PRISE DE PARTICIPATION MINORITAIRE DANS K-RYOLE

Une participation minoritaire de 6,12 % a été prise, au début de l'exercice 2022, dans la scale-up K-Ryole, spécialiste des remorques électriques intelligentes conçues pour la logistique urbaine et le marché du bâtiment travaux publics.

Une deuxième tranche a été payée en décembre permettant d'atteindre un pourcentage de détention de 10,06 %.

ENGAGEMENT DANS LE FONDS MID-MARKET VIII D'ARGOS

Edify s'est engagée à souscrire sur une période de cinq années un montant maximal de 20 M€ dans le fonds Mid-Market VIII d'Argos Wityu. Cette souscription se fera sur plusieurs années (de 2022 à 2025). Argos Wityu a une stratégie d'investissement ciblée sur la recherche et l'accompagnement de sociétés, dans des situations complexes, pour les aider à croître et à générer de la valeur.

PRISE D'UNE PARTICIPATION DANS AGROMILLORA

Le 21 avril 2022, Edify a acquis, dans Agromillora, une participation minoritaire (42,9 %) au côté des actionnaires fondateurs. Agromillora est un fournisseur de solutions de pointe spécialisé dans la multiplication des plants pour l'agriculture (notamment les oliviers, vignes, arbres fruitiers à noyau, amandiers, noyers, arbres à baies et agrumes).

CESSION DES TITRES DE ZURFLÜH-FELLER

Edify a cédé, le 16 juin 2022, l'intégralité de sa participation dans Zurflüh-Feller à un groupe d'investisseurs mené par Geneo Capital Entrepreneur, associé à l'équipe de direction de l'entreprise.

ACQUISITION DE N2J PAR FINANCIÈRE DÉVELOPPEMENT

En mai 2022, Financière Développement, rebaptisée La Brigade De Buyer au 1^{er} janvier 2023, a fait l'acquisition de 100 % du capital de N2J. Celle-ci commercialise des marques innovantes et design dans le secteur des arts de la table, dont la marque Pebbly.

NOMBREUSES ACQUISITIONS PAR GAVIOTA

Gaviota a connu une forte dynamique de croissance externe sur le second semestre 2022 et a acquis plusieurs sociétés spécialisées notamment dans la fabrication et distribution de vitres ou de fenêtres.



EXPOSITION DIRECTE ET INDIRECTE AUX INCERTITUDES ACTUELLES

Les risques indirects liés à la hausse du coût des matières premières, du transport et de l'énergie, incitent à la prudence mais ne conduisent pas à anticiper, à ce stade, de changement de tendance. Dans ce contexte, le pilotage des activités des participations, sur un plan financier et opérationnel, est renforcé.

Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify

MÉTHODOLOGIE

L'Actif Net Réévalué d'Edify correspond aux actifs financiers détenus par Edify, réévalués à leur juste valeur suivant les méthodes définies ci-dessous, desquels viennent se soustraire l'endettement financier net de la holding Edify ainsi que ses engagements financiers.

1. CRÉANCES OBLIGATAIRES

Les actifs financiers, définis comme des créances obligataires, sont évalués pour leur valeur nominale, qui peut être le cas échéant dépréciée, à laquelle s'ajoutent les intérêts capitalisés.

2. TITRES DE PARTICIPATION NON CONSOLIDÉS

Concernant les sociétés non consolidées, la valeur comptable est retenue sauf si une valorisation fiable et récente est disponible.

3. TITRES DE PARTICIPATION CONSOLIDÉS

Concernant les titres de participation consolidés par intégration globale, intégration proportionnelle ou par mise en équivalence, les méthodes d'évaluation choisies sont les suivantes :

Titres de sociétés non cotées

Pour chaque participation, la valeur d'entreprise est évaluée par les méthodes habituelles, à savoir :

- **La méthode des multiples de comparables boursiers**

Un échantillon de sociétés comparables, composé de sociétés cotées du même secteur d'activité que les sociétés à évaluer et pour lesquelles les analystes publient régulièrement leurs recherches et leurs estimations, est déterminé pour chaque société à valoriser. Il est stable dans le temps et n'est ajusté que dans le cas où un comparable n'est plus pertinent. Les multiples des sociétés de l'échantillon sont calculés à partir (i) de la Capitalisation boursière moyenne sur les 20 dernières séances précédant l'évaluation, (ii) de la dette nette issue des derniers états financiers publiés et (iii) des estimations d'EBITDA et d'EBITA (Résultat Opérationnel Courant hors dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués lors des acquisitions) estimées à la date d'évaluation par les ana-

lystes, pour l'année en cours et les deux années suivantes. Une décote peut être appliquée sur certains multiples pour tenir compte de la taille plus réduite de la société évaluée par rapport aux sociétés de l'échantillon. La moyenne des multiples d'EBITDA et d'EBITA des sociétés de l'échantillon présentant des perspectives de croissance similaires à celles de la société à évaluer est appliquée à l'EBITDA et à l'EBITA récurrents de la société évaluée pour l'année en cours et les deux années suivantes. La valeur d'entreprise retenue est calculée en faisant la moyenne des valorisations obtenues par application de ces multiples aux agrégats des participations.

- **La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie (DCF)**

Cette méthode consiste à déterminer la valeur actuelle des flux de trésorerie qu'une société dégagera dans le futur. Les projections de flux de trésorerie, établies en relation avec le management de l'entreprise concernée, intègrent une analyse critique du plan d'affaires de ces sociétés. Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital et représente le niveau de rémunération attendue des capitaux engagés (fonds propres et dettes nécessaires au financement de l'activité) compte tenu des comparables (secteur, taille, exposition pays). L'échantillon des comparables est similaire à l'échantillon retenu pour les multiples. Ce taux peut être ajusté en fonction des risques opérationnels et financiers de la société lorsque les sociétés comparables sont considérées comme insuffisamment représentatives du niveau de risque de la société valorisée. Les projections de flux de trésorerie correspondent par ailleurs à celles qui sont utilisées pour les tests de dépréciation.

- **La méthode des multiples de transactions**

Les multiples de transactions sont utilisés lorsqu'une transaction concerne une société dont le profil et l'activité sont similaires à ceux de la participation valorisée.

Choix de la méthode

Lorsque la société évaluée est mature sur son marché, la valeur d'entreprise est calculée en faisant la moyenne de la valeur obtenue par la méthode des comparables boursiers et de celle obtenue par la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en s'assurant de la cohérence des valeurs obtenues par les deux méthodes.

La valeur d'entreprise est calculée uniquement à partir de la méthode DCF pour les participations dont l'activité est centrée sur des activités de niche spécifique ne permettant pas d'établir une liste pertinente de sociétés comparables cotées, lorsque nous ne disposons pas de données historiques suffisantes (sociétés types start-up ou scale-up) ou lorsque les participations se trouvent en retournement.

Cette analyse multicritère permet de tenir compte de la connaissance intrinsèque, par Edify, de ses entreprises et de l'approche d'investissement à moyen/long terme d'Edify.



La valeur d'entreprise ainsi calculée est ajustée :

- des actifs et passifs hors exploitation, évalués à leur valeur nette comptable ou à leur valeur de marché si celle-ci peut être déterminée de manière fiable, et
- de l'endettement financier net, dont les dettes financières qui sont évaluées à leur valeur nominale majorée des intérêts courus.

Le pourcentage de détention directe et indirecte d'Edify à la date de l'évaluation est appliqué à la valorisation ainsi obtenue. Une décote de minorité peut être appliquée dans le cas de certaines participations ne donnant pas le contrôle et/ou dans le cas de contrôle réduit.

Lorsqu'une cession est envisagée, le choix de la méthode de valorisation par les multiples de transactions peut être retenu lorsqu'une information de qualité avec un détail suffisant sur la transaction est disponible. Le cas échéant, la valeur de l'entreprise est déterminée en retenant une moyenne de la valeur de transaction, de la valeur calculée à partir du multiple issu des comparables boursiers et des DCF.

Titres de sociétés cotées

Ils sont valorisés en retenant la moyenne des cours de clôture des 20 dernières séances boursières précédant l'évaluation.

Les nouveaux investissements

Les nouveaux investissements, filiales et participations cotées ou non cotées, sont valorisés à leur prix de revient pendant les 12 premiers mois qui suivent leur acquisition, sauf si les conditions de marché, ou tout autre événement intrinsèque à la société évaluée, sont de nature à modifier significativement sa valeur à la date de la première évaluation.

La méthodologie présentée ci-dessus est conforme aux « International Private Equity and Venture Capital Valuation guidelines » (« IPEV ») approuvés par les principales associations professionnelles de capital investissement du monde.

VALORISATION DU PORTEFEUILLE D'EDIFY

L'Actif Net Réévalué¹ (« ANR ») d'Edify s'est élevé à 505 M€ à fin décembre 2022 (103,93 € par action), soit une diminution de 19,2 % par rapport à 2021, mais une augmentation de 13,6 % par rapport à 2020. Son recul s'explique essentiellement par un accroissement significatif de l'Endettement Financier Net et par des perspectives en retrait au regard d'un environnement économique incertain.

1. L'Actif Net Réévalué communiqué ne tient pas compte de la décote de holding.

Présentation des comptes

PÉRIODE COMPTABLE

L'exercice social est de 12 mois calendaires.

DONNÉES SOCIALES

Au 31 décembre 2022, le bénéfice net d'Edify est de 19 M€. La perte d'exploitation s'élève à 9,3 M€, correspondant essentiellement aux frais de fonctionnement. Le résultat financier d'Edify S.A. atteint 28,3 M€ et est principalement composé des produits de cession de participations détenues et de dividendes reçus, compensés à la fois par des charges sur les emprunts (intérêts et commissions) et par des provisions pour dépréciation de titres.

DONNÉES CONSOLIDÉES

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé d'Edify est ressorti à 920,1 M€ sur l'exercice écoulé, en hausse de 12,3 % par rapport à 2021 et de 13,2 % à portefeuille comparable. Sa progression est d'autant plus appréciable qu'elle fait suite à une forte croissance l'année précédente et s'est inscrite dans un environnement chahuté pour plusieurs sociétés du portefeuille.

L'activité a été soutenue chez Ligier Group, Pellenc et Thermo-Technologies, qui ont enregistré de belles progressions en dépit de problèmes d'approvisionnement pour les deux premières et, par ricochet, de difficultés de production et de livraison.

La tendance a été également positive chez Gaviota, en raison notamment de l'apport des filiales nouvellement acquises, et chez Agromillora.

Les évolutions ont été, en revanche, en retrait chez De Buyer et les Usines Métallurgiques de Vallorbe, pour des motifs essentiellement contextuels. Elles ont été, en effet, affectées par les effets de base, défavorables du fait du haut niveau d'activité de l'année précédente, mais aussi, pour De Buyer, par le tassement de la consommation des ménages.

RÉSULTATS

L'EBITDA consolidé est ressorti à 100,2 M€ sur l'exercice, en retrait de 3,1 % par rapport à 2021 et de 4,2 % à portefeuille comparable. Son fléchissement découle à la fois du renchérissement des achats, surcoût compensé partiellement par l'ajustement des prix de vente, ainsi que du rebond des frais généraux, conséquence de l'adaptation des structures à la croissance de l'activité.

Les résultats de Gaviota et Thermo-Technologies ont progressé d'une année sur l'autre, grâce notamment à la bonne tenue de leur chiffre d'affaires.

À l'inverse, les contributions de Ligier Group et Pellenc ont reculé. Elles ont notamment été impactées par des ruptures d'approvisionnements qui ont fortement perturbé la production et engendré des surcoûts.



Les résultats de De Buyer et des Usines Métallurgiques de Vallorbe sont également en retrait, conséquence de la baisse de leur activité.

Le résultat net consolidé est ressorti, pour sa part, à 66,0 M€ incluant la comptabilisation de la plus-value dégagée lors de la cession de la participation dans Zurflüh-Feller et des dépréciations d'actifs d'Agromillora et de Pellenc liées à des résultats et des perspectives en deçà des attentes.

SITUATION FINANCIÈRE

L'endettement financier net consolidé s'élevait à 295,6 M€ au 31 décembre 2022, en hausse de 176,1 M€. Cette hausse provient de trois éléments majeurs : un solde des acquisitions et des cessions pour 94 M€, des investissements significatifs (environ 60 M€) et une augmentation des besoins en fonds de roulement liés à la croissance du chiffre d'affaires et à une volonté de sécuriser les stocks par suite de ruptures d'approvisionnements. Les capitaux propres consolidés ont été portés de 395,4 à 462,6 M€. Ils représentent 1,6 fois l'endettement financier net à fin 2022.

Événements post-clôture

Néant.

Informations sur les activités en matière de recherche et de développement

La « Recherche et Développement » est un élément majeur de la croissance et du développement par l'innovation. Les sociétés du portefeuille d'Edify ont, pour la plupart, une politique d'innovation active.

Informations sur les risques liés à l'activité d'Edify

Edify évolue dans un environnement soumis à des aléas où la prise de risque est inhérente à la recherche d'opportunités et à la volonté de développer l'entreprise. Edify a procédé à une revue des risques relatifs à son activité de société d'investissement. Ces risques pourraient avoir un effet défavorable sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

Une synthèse des risques les plus significatifs est présentée ci-dessous :

RISQUES OPERATIONNELS

• **Risques liés aux investissements et désinvestissements : Le choix des investissements et leur pertinence a un impact direct sur la valorisation d'Edify. La détermination de la valeur d'une entreprise et donc du prix d'acquisition dépend fortement de la qualité des informations obtenues lors du processus d'acquisition.**

La politique de gestion de ces risques repose sur la réalisation de due diligences de qualité et d'analyses approfondies réalisées en interne. Les due diligences stratégiques, financières, juridiques, fiscales ou environnementales sont effectuées par des cabinets indépendants.

Aux différents stades d'avancement de l'instruction du dossier, les risques sont abordés avec le Comité d'Investissement. Celui-ci étudie les projets sélectionnés par l'équipe d'investissement et émet des recommandations au Conseil d'Administration qui prend la décision finale d'acquisition.

Les risques identifiés peuvent faire l'objet d'une garantie de passif des vendeurs.

Les décisions de désinvestissements sont prises par le Conseil d'Administration sur proposition de l'équipe d'investissement.

Edify s'attache à limiter, dans leur montant et leur durée, les clauses de compléments de prix et de garanties de passif.

• **Risques liés à la dépendance vis-à-vis de personnes clés : Le départ d'une personne clé peut affecter la conduite des opérations d'une des participations.**

Pour minimiser le risque de départ de personnes clés, des interactions régulières entre les équipes d'Edify et le management permettent de conserver dans la durée un alignement des intérêts favorisant à la fois la continuité des équipes dirigeantes et la création de valeur.

En parallèle, des mécanismes d'intéressement sont mis en place pour fidéliser les équipes.



• **Risque lié à la méthodologie d'évaluation des participations :**

Les évaluations des sociétés en portefeuille se basent sur des méthodologies qui nécessitent des estimations, des hypothèses et des choix qui peuvent être, par définition, source de risque. De plus, à travers la méthodologie des comparables boursiers, l'ANR peut être impacté par une baisse du marché des actions.

Les participations détenues par Edify sont des sociétés non cotées, elles sont annuellement évaluées selon les normes IPEV (cf. page 13). La valeur d'entreprise est déterminée à partir de la méthode des comparables boursiers et de l'actualisation des flux de trésorerie (DCF). Ces méthodes nécessitent l'élaboration notamment de Business Plan, d'hypothèses de taux d'actualisation et du choix d'un panel de sociétés cotées comparables.

Les procédures, décrites ci-après, ont été mises en place au sein d'Edify pour limiter les risques liés à ces estimations : (i) les données financières prévisionnelles sont travaillées conjointement entre les sociétés, l'équipe d'investissement et la direction financière d'Edify, (ii) annuellement, l'ANR est revu par le Comité d'Audit et arrêté par le Conseil d'Administration, (iii) les auditeurs, quant à eux, vérifient la conformité de la méthodologie du calcul de l'ANR selon les normes IPEV.

Aussi, par nature, quels que soient la prudence et le soin apportés à ces évaluations, les valorisations obtenues peuvent être différentes des prix de cession. En fonction des conditions de marché, les cessions peuvent être plus ou moins aisées. Edify, ayant vocation à investir sur du long terme, n'est pas contrainte de désinvestir dans un laps de temps déterminé pour un prix qu'elle pourrait juger inférieur à ses attentes.

RISQUES FINANCIERS

• **Le risque de liquidité :**

Des difficultés de trésorerie pourraient remettre en cause la continuité d'exploitation d'Edify ou de l'une de ses participations.

Edify doit disposer à tout moment de ressources financières et garder une importante flexibilité financière. Elle doit financer son activité courante, ses engagements d'investissements, soutenir les participations pour des besoins ponctuels et maintenir sa capacité d'investissement. Edify bénéficie de lignes de crédit confirmées à hauteur de 210 millions d'euros auprès d'un pool bancaire et d'un financement privé long terme de 50 millions d'euros (EuroPP). Les échéances de ces ressources financières sont décalées dans le temps pour limiter les risques du mur de la dette.

Edify bénéficie également de ressources financières internes : remontées de dividendes des participations et des produits de cession.

Dans les participations, les contrats de prêts liés aux dettes d'acquisition comportent des engagements financiers dont le non-respect peut provoquer une exigibilité anticipée des prêts au niveau de la participation voire d'Edify dans certains cas (clause de défaut croisé). Pour limiter ce risque, Edify est vigilante sur le suivi de la trésorerie des participations et s'assure que celles-ci possèdent les moyens financiers suffisants pour honorer leurs dettes.

Edify suit également le respect de ses covenants bancaires et ceux de ses participations et leur demande d'anticiper des demandes de waivers si cela se révèle nécessaire.

• **Risque lié au marché de la dette :**

Des tensions sur le marché de la dette peuvent rendre impossibles ou peu attractives les opérations à effet de levier.

La crise en Ukraine ainsi que les remontées des taux d'intérêt ont engendré des tensions sur les marchés de la dette. Certains prêteurs sont plus exigeants sur la qualité des dossiers et moins enclins à proposer des leviers importants.

En fonction de l'évolution de marché (resserrement des liquidités et hausse des taux), Edify pourrait être amenée à ajuster les modalités de financement de ses futures acquisitions.

• **Risque de taux d'intérêt :**

Des variations défavorables de taux d'intérêt peuvent avoir un effet négatif sur les coûts de financement et donc sur la performance d'Edify.

L'exposition d'Edify et de ses participations au risque de taux d'intérêt porte sur les dettes à taux variable. Afin de limiter cette exposition aux taux, des couvertures sont mises en place.

Les anticipations des hausses des taux sur 2022 ont amené Edify et ses participations à mettre en place des couvertures supplémentaires.

L'Euro PP émis par Edify de 50 M€ est à taux fixe et 73 % des autres emprunts du Groupe sont à taux variable, dont 39 % sont couverts par des instruments de couverture (cap, swap...).

• **Risque de change :**

Les fluctuations des cours des devises peuvent impacter les résultats des sociétés hors zone euro.

Les participations d'Edify exercent une partie de leur activité à l'étranger et en conséquence réalisent une partie de leur résultat dans des monnaies autres que l'euro. Pour leurs filiales étrangères, les revenus et les coûts exprimés en devise locale doivent être convertis en euro. Cette conversion est réalisée au taux moyen de la période. En conséquence, les variations de cours de change de l'euro par rapport aux autres devises affectent le montant des postes concernés dans les états financiers consolidés.



Ce risque de change est faible au sein d'Edify. Il se limite à 17 % du chiffre d'affaires résultant de la consolidation des états financiers d'entités avec une devise fonctionnelle autre que l'euro :

- 7 % du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le dollar américain ;
- 4 % du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le franc suisse.

• **Risque de contrepartie et de crédit client :**
Ce risque porte sur les institutions financières et sur les clients des participations qui ne peuvent plus honorer leur engagement.

Concernant les institutions financières, Edify apporte une attention particulière au choix des établissements bancaires qu'elle utilise et réalise des placements sécurisés.

Concernant les participations, elles ont chacune une politique de suivi de leur risque de crédit client. Les créances pour lesquelles il existe un risque d'irrecouvrabilité font l'objet d'une dépréciation.

À la clôture, le risque sur les créances clients n'est pas significatif, compte tenu de la gestion saine du risque du crédit client de nos participations, de la localisation des clients (principalement France et Europe) et de la diversification sectorielle du Groupe.

Informations sur les impacts potentiels des crises actuelles

La succession de facteurs conjoncturels défavorables (crise sanitaire, conflit militaire en Ukraine, inflation, crise énergétique...) a amené un ralentissement de la croissance mondiale et de nombreuses incertitudes persistent (récession, durée de l'inflation...).

Une partie significative du portefeuille d'Edify a montré une bonne résilience à la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. Compte tenu d'une exposition très faible à l'Ukraine et à la Russie, les effets directs du conflit sur le portefeuille d'Edify ont été très limités.

Par contre, les effets indirects ont des conséquences plus sensibles sur les résultats des sociétés. Les difficultés d'approvisionnement ont impacté les délais de livraison clients, voire créé des ruptures de stock et ont amené à reporter la réalisation de chiffre d'affaires sur 2023. Par ailleurs, face aux augmentations des coûts de production, le modèle économique et le positionnement des sociétés en portefeuille leur ont permis de répercuter en partie ces hausses sur le chiffre d'affaires.

Informations sur les acquisitions d'actions propres

Suite à l'offre publique de rachat de ses actions réalisée en 2020 et au mécanisme de liquidité mis en place depuis le retrait de la cotation, Edify a acquis 140 895 actions, dont 263 actions en 2022.

À la clôture de l'exercice, Edify détient 140 895 actions propres, représentant 2,90 % du capital social, pour un montant de 9,8 M€.

Existence de succursale

Edify a une succursale suisse à Genève dénommée Edify S.A. Luxembourg, succursale du Grand-Saconnex.

Développement futur probable

Edify réaffirme sa volonté de poursuivre sa politique d'investissement ainsi que d'accompagner les sociétés en portefeuille dans leur transformation et leur développement.

Affectation du résultat

Le Conseil d'Administration propose de reporter le bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'élevant à 19 061 154,31 € en tant que résultats reportés.





Documents financiers consolidés

19

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

20

BILAN CONSOLIDÉ ACTIF

21

BILAN CONSOLIDÉ PASSIF

22

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

23

GÉNÉRAL

23

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

23

ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

24

ANNEXES AUX DOCUMENTS COMPTABLES CONSOLIDÉS

Note 1 – Principes comptables

Note 2 – Périmètre

Note 3 – Données liées à l'activité

Note 4 – Immobilisations corporelles et incorporelles

Note 5 – Capitaux propres

Note 6 – Éléments financiers

Note 7 – Détails du tableau de flux de trésorerie

Note 8 – Provisions

Note 9 – Éléments liés au personnel

Note 10 – Impôts courants et différés

Note 11 – Engagements hors bilan

Note 12 – Participations dans les entreprises associées
et informations relatives aux parties liées

Note 13 – Honoraires

Note 14 – États financiers au format de la loi luxembourgeoise



Documents financiers consolidés

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2022

En milliers d'euros	Notes	31/12/22	31/12/21
CHIFFRE D'AFFAIRES	NOTE 3	920 092	819 301
Autres produits de l'activité	NOTE 3	22 522	12 676
Achats consommés		-508 765	-430 649
Charges de personnel		-225 656	-206 568
Charges externes		-107 949	-91 400
EBITDA		100 244	103 360
Dotations aux amortissements	NOTE 4	-27 241	-26 274
Dotations/reprises aux provisions courantes		47	49
EBITA		73 050	77 136
Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués	NOTE 4	-5 678	-3 162
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		67 372	73 974
Autres produits et charges opérationnels non courants	NOTE 3	46 865	11 868
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	NOTE 4	-23 517	-12 989
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		90 721	72 853
<i>Produits financiers liés aux placements</i>		2 115	76
<i>Charges financières liées à l'endettement</i>		-10 948	-8 819
Coût de l'endettement net		-8 833	-8 743
Gain/perte sur cession d'actifs financiers		462	12 419
Autres produits et charges financiers		-4 315	1 480
RÉSULTAT FINANCIER	NOTE 6	-12 686	5 156
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		78 034	78 009
Impôts sur les bénéfices	NOTE 10	-12 226	-18 814
Quote-part de résultat des entreprises associées	NOTE 12	200	704
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		66 008	59 899
Résultat attribuable au Groupe		64 638	57 031
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1 370	2 868



Bilan consolidé actif au 31 décembre 2022

En milliers d'euros	Notes	31/12/22	31/12/21
Actifs non courants			
Écarts d'acquisition	NOTE 4	81 891	45 231
Immobilisations incorporelles nettes	NOTE 4	131 122	81 241
Immobilisations corporelles nettes	NOTE 4	179 946	167 377
Participations dans les entreprises associées	NOTE 12	13 145	8 052
Actifs financiers	NOTE 6	73 208	16 122
Autres créances		602	1 117
Impôts différés actifs	NOTE 10	17 050	9 703
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		496 966	328 843
Actifs courants			
Stocks	NOTE 3	304 867	226 168
Clients	NOTE 3	134 946	123 827
Autres créances	NOTE 3	24 508	27 649
Actifs d'impôts exigibles		16 902	8 908
Actifs financiers	NOTE 6	6 399	1 254
Trésorerie et équivalents de trésorerie	NOTES 6 ET 7	197 964	176 665
TOTAL ACTIFS COURANTS		685 587	564 471
TOTAL ACTIF		1 182 552	893 314



Bilan consolidé passif au 31 décembre 2022

En milliers d'euros	Notes	31/12/22	31/12/21
Capitaux propres			
Capital		4 860	4 860
Prime		243 158	243 053
Autres réserves		118 683	60 050
Résultat de la période		64 638	57 031
PART GROUPE		431 337	364 994
Participations ne donnant pas le contrôle		31 228	30 410
TOTAL CAPITAUX PROPRES	NOTE 5	462 565	395 405
Passifs non courants			
Provisions non courantes	NOTE 8	6 933	6 486
Passifs financiers	NOTE 6	293 216	229 448
Autres dettes		464	9 544
Engagements envers le personnel	NOTE 9	8 192	12 383
Impôts différés passifs	NOTE 10	35 061	21 242
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		343 867	279 104
Passifs courants			
Provisions courantes	NOTE 8	2 396	1 532
Passifs financiers	NOTE 6	205 042	67 262
Fournisseurs	NOTE 3	101 800	91 002
Autres dettes	NOTE 3	61 260	52 541
Dettes d'impôt		5 622	6 470
TOTAL PASSIFS COURANTS		376 120	218 806
TOTAL PASSIF		1 182 552	893 314



Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	31/12/22	31/12/21
Résultat net de l'ensemble consolidé		66 008	59 899
Dotations aux amortissements/actif (sauf actif courant)		101 468	41 193
Dotation/reprise de provisions/passif		1 748	-471
Gains et pertes latents liés aux variations de justes valeurs		-61	-
Gains et pertes de change latents		431	-179
Charges calculées liées aux engagements de retraite envers le personnel		-551	1 407
Amortissements, provisions et autres éléments non décaissables		103 035	41 951
Résultat sur cession d'actifs et autres		-83 236	-22 667
Quote-part de résultat des entreprises associées		-215	-943
Charge d'impôt différé		-5 024	-694
Capacité d'autofinancement		80 567	77 546
Coût de l'endettement financier net (hors éléments non décaissables)		8 915	8 743
Dividendes des sociétés non consolidées		-146	-48
Charges d'impôt (hors impôts différés)		16 981	19 985
Variation du besoin en fonds de roulement	NOTE 7	-78 843	-43 972
Impôts versés		-25 276	-13 836
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (A)		2 197	48 418
Décaissements liés aux acquisitions :			
- d'immobilisations incorporelles et corporelles		-62 578	-34 863
- d'actifs financiers non courants		-65 625	-10 079
Encaissements liés aux cessions :			
- d'immobilisations incorporelles et corporelles		1 054	1 764
- d'actifs financiers non courants		758	38 962
Variation des actifs financiers courants		-874	7 765
Acquisitions de sociétés, nettes de la trésorerie acquise	NOTE 7	-124 838	-43 129
Cessions de sociétés, nettes de la trésorerie cédée		79 931	6 769
Dividendes versés par les entreprises associées		25	25
Dividendes versés par les sociétés non consolidées		1 136	695
Intérêts reçus		2 070	81
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (B)		-168 942	-32 011
Augmentation des emprunts	NOTE 6	236 102	74 171
Remboursement des emprunts	NOTE 6	-30 245	-156 981
Augmentation nette des capitaux propres des filiales		-3 990	736
Dividendes versés et acomptes		-1 296	-922
Intérêts payés		-10 486	-8 887
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT ET DE CAPITAL (C)		190 086	-91 883
Incidence des variations des écarts de conversion sur la trésorerie (D)		-225	1 230
VARIATION DE LA TRÉSORERIE (A+B+C+D)		23 117	-74 246
Trésorerie à l'ouverture	NOTE 7	157 387	231 633
Trésorerie à la clôture	NOTE 7	180 503	157 387



Général

Edify S.A. (ci-après Edify) est une holding industrielle constituée à Luxembourg le 16 septembre 2014 en vertu de la loi du Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société anonyme pour une durée illimitée. Le siège social de la société est situé au 22, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof, Luxembourg. Le numéro d'inscription de la société au Registre de Commerce et des Sociétés est le B190500.

Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnoles et suisse. Le périmètre est présenté en Note 2.

Faits marquants de l'exercice

PRISE DE PARTICIPATION MINORITAIRE DANS K-RYOLE

Une participation minoritaire de 6,12 % a été prise, au début de l'exercice 2022, dans la scale-up K-Ryole, spécialiste des remorques électriques intelligentes conçues pour la logistique urbaine et le marché du bâtiment travaux publics.

Une deuxième tranche a été payée en décembre permettant d'atteindre un pourcentage de détention de 10,06 %.

ENGAGEMENT DANS LE FONDS MID-MARKET VIII D'ARGOS

Edify s'est engagée à souscrire sur une période de cinq années un montant maximal de 20 M€ dans le fonds Mid-Market VIII d'Argos Wityu. Cette souscription se fera sur plusieurs années (de 2022 à 2025). Argos Wityu a une stratégie d'investissement ciblée sur la recherche et l'accompagnement de sociétés, dans des situations complexes, pour les aider à croître et à générer de la valeur.

PRISE D'UNE PARTICIPATION DANS AGROMILLORA

Le 21 avril 2022, Edify a acquis, dans Agromillora, une participation minoritaire (42,9 %) au côté des actionnaires fondateurs. Agromillora est un fournisseur de solutions de pointe spécialisé dans la multiplication des plants pour l'agriculture (notamment les oliviers, vignes, arbres fruitiers à noyau, amandiers, noyers, arbres à baies et agrumes).

CESSION DES TITRES DE ZURFLÜH-FELLER

Edify a cédé, le 16 juin 2022, l'intégralité de sa participation dans Zurflüh-Feller à un groupe d'investisseurs mené par Geneo Capital Entrepreneur, associé à l'équipe de direction de l'entreprise.

ACQUISITION DE N2J PAR FINANCIÈRE DÉVELOPPEMENT

En mai 2022, Financière Développement, rebaptisée La Brigade De Buyer au 1^{er} janvier 2023, a fait l'acquisition de 100 % du capital de N2J. Celle-ci commercialise des marques innovantes et design dans le secteur des arts de la table, dont la marque Pebbly.

NOMBREUSES ACQUISITIONS PAR GAVIOTA

Gaviota a connu une forte dynamique de croissance externe sur le second semestre 2022 et a acquis plusieurs sociétés spécialisées notamment dans la fabrication et distribution de vitres ou de fenêtres.

EXPOSITION DIRECTE ET INDIRECTE AUX INCERTITUDES ACTUELLES

Les risques indirects liés à la hausse du coût des matières premières, du transport et de l'énergie, incitent à la prudence mais ne conduisent pas à anticiper, à ce stade, de changement de tendance. Dans ce contexte, le pilotage des activités des participations, sur un plan financier et opérationnel, est renforcé.

Événements post-clôture

Néant.



Annexes aux documents comptables consolidés

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTE I — PRINCIPES COMPTABLES

1. COMPTES CONSOLIDÉS – BASE DE PRÉPARATION

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

Les états financiers sont établis selon le principe du coût historique. Les états financiers consolidés comprennent les états financiers d'Edify au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère et sur la base de méthodes comptables homogènes.

Toutes les sociétés arrêtent leurs comptes au 31 décembre.

Les comptes consolidés du Groupe, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, sont établis selon les lois et règlements applicables à cette date au Grand-Duché de Luxembourg, à savoir les normes comptables luxembourgeoises. Toutefois la présentation du compte de résultat et du bilan ne reprend pas strictement les dispositions prévues par la loi votée le 19 décembre 2015 amendant la loi du 10 août 1915 et entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016. Une définition des principaux agrégats est donnée en Note 1.8 et une correspondance avec la nouvelle loi est présentée en Note 14.

2. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation dépendent du type de contrôle de l'entité mère sur sa filiale :

Contrôle exclusif, lorsque la société mère :

- détient la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entreprise,
- a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise et est en même temps actionnaire ou associé de cette entreprise, ou
- est actionnaire ou associé d'une entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Contrôle conjoint, lorsque la société mère, comprise dans la consolidation, dirige conjointement avec une ou plusieurs entreprises non comprises dans la consolidation, une autre entreprise.

Influence notable, lorsque la société mère exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière de la filiale. La société mère est présumée avoir une influence notable sur une autre entreprise lorsqu'elle détient au moins 20 % de ses droits de vote.

Les sociétés sous contrôle exclusif sont intégrées globalement. Les sociétés sous contrôle conjoint sont intégrées proportionnellement. Les sociétés sous influence notable sont mises en équivalence.

3. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

L'établissement de comptes consolidés conduit la Direction à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. La Direction revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Les principales rubriques des états financiers qui peuvent faire l'objet d'estimations sont les suivantes :

- la dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels et corporels dont l'évaluation repose notamment sur des hypothèses de flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation, des valeurs terminales,
- les engagements de retraite dont l'évaluation se fonde sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles,
- les provisions pour risques et charges,
- les impôts différés actifs sur les déficits.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes consolidés annuels, les jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues ont été mis à jour des derniers indicateurs retenus pour l'arrêt des comptes au 31 décembre 2022.

Au 31 décembre, le Groupe revoit ses indicateurs de performance et procède, le cas échéant, à des tests de dépréciation s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur.

Les états financiers reflètent les meilleures estimations, sur la base des informations disponibles à la date d'arrêt des comptes.

4. TEST DE PERTE DE VALEUR

À chaque clôture, le Groupe détermine s'il y a un indice de perte de valeur durable d'un actif, en s'assurant que la valeur nette comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable. Sa valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur, diminuée des coûts de vente, et sa valeur d'utilité.

Si la valeur recouvrable est supérieure à la valeur nette comptable de l'actif à la clôture de la période, il n'y a aucune dépréciation à constater.



Si, au contraire, cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation de la différence est constatée en compte de résultat.

La juste valeur diminuée des coûts de vente est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie, estimés sur la base des plans ou budgets sur cinq ans maximum, les flux étant au-delà extrapolés par application d'un taux d'évolution constant ou décroissant, et actualisés en retenant des taux du marché à long terme après impôt, qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs. Dans certains cas, les flux de trésorerie sont estimés sur des durées plus longues. Une justification en est alors fournie.

Pour les actifs incorporels (hors écarts d'acquisition) et corporels à durée de vie définie, une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. L'impact est comptabilisé dans le compte de résultat. Les dépréciations des écarts d'acquisition ne peuvent être reprises.

5. COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS EN DEVICES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les comptes consolidés au 31 décembre 2022 ont été établis en euro.

Lors de leur comptabilisation initiale, les transactions en devises étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, dans les comptes individuels :

- les éléments non-monnaies exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont maintenus au taux historique,
- les éléments monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont convertis au taux de clôture.

Les différences de change qui en résultent sont enregistrées au compte de résultat, exceptés les gains de change latents.

6. CONVERSION DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers des sociétés du Groupe dont la monnaie est différente de celle de la société mère sont convertis en euro :

- les actifs et passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis en euro, au taux de change en vigueur à la date de clôture,
- les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours,
- les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les différences de change latentes, ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans les filiales étrangères, sont inscrites en écarts de conversion en capitaux propres jusqu'à la cession de l'investissement, date à laquelle elles sont reconnues en résultat.

7. DISTINCTION COURANT/NON COURANT

Le bilan est présenté en distinguant les éléments courants (actifs et passifs à court terme) des éléments non courants (actifs et passifs à long terme).

Le résultat opérationnel se compose d'éléments courants et non courants. Les éléments non courants sont de nature extraordinaire et classés sur une ligne spécifique du compte de résultat : « Autres produits et charges opérationnels non courants », après le Résultat Opérationnel Courant (cf. Note 3.2).

Ces éléments sont reclassés dans la Note 14, afin de respecter la présentation requise par la loi votée le 19 décembre 2015 amendant la loi du 10 août 1915 et entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

8. DÉFINITION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS

EBITDA : Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissements (incluant les amortissements des actifs incorporels alloués dans le cadre d'acquisitions) et dépréciations, et provisions pour risques et charges courantes.

EBITA : Earnings Before Interest, Taxes and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissement des actifs incorporels alloués dans le cadre d'acquisition.

EFN : Endettement Financier Net. Il correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des intérêts courus, des instruments dérivés rattachés à un passif financier, des créances obligataires non cotées émises par certaines participations ou entités proches, ainsi que des compléments de prix sur les acquisitions et des différés de règlement à caractère financier (crédit-vendeur). Il ne tient pas compte des titres de participations non contrôlées, des obligations convertibles et des subventions d'État (cf. Note 6.4).

9. CHANGEMENTS DE MÉTHODES ET D'ESTIMATIONS COMPTABLES

Les changements de méthodes ou d'estimations comptables font l'objet d'une note incluant la nature du changement et son impact sur les comptes annuels.



NOTE 2 – PÉRIMÈTRE

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2022

Toutes les sociétés clôturent leur exercice au 31 décembre.

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/22	% d'intérêt 31/12/22	% d'intérêt 31/12/21
Edify S.A.	Luxembourg (Luxembourg)	(mère)	(mère)	(mère)
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE				
Financière Développement SAS	Ferney Voltaire (France)	100,00	94,16	92,58
De Buyer Industries	Val d'Ajol (France)	100,00	94,16	92,58
De Buyer.com	Val d'Ajol (France)	100,00	94,16	92,58
De Buyer Inc.	Los Angeles (États-Unis)	100,00	94,16	92,58
De Buyer GmbH	Saarbrücken (Allemagne)	100,00	94,16	92,58
Rousselon Frères et Compagnie	Thiers (France)	100,00	94,16	92,58
Rousselon Dumas Sabatier	Thiers (France)	100,00	94,16	92,58
Roussimo	Thiers (France)	100,00	94,16	92,58
Scaritech	Belfort (France)	100,00	94,16	92,58
Scaritech Iberica	Barcelone (Espagne)	100,00	94,16	92,58
N2J	Bordeaux (France)	100,00	94,16	-
Zoocolor	Bordeaux (France)	100,00	94,16	-
Parvosges	Ferney Voltaire (France)	100,00	86,48	54,70
Provence Nouveau Monde	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
Parluberon	Ferney Voltaire (France)	100,00	98,79	-
Pellenc	Pertuis (France)	100,00	99,98	98,37
Pellenc America	Santa Rosa (États-Unis)	100,00	99,98	98,37
Pellenc Australia	Adelaïde (Australie)	100,00	99,98	98,37
Pellenc China	Dongguan (Chine)	100,00	99,98	98,37
Pellenc Languedoc Roussillon	Lézignan (France)	100,00	64,99	63,94
Pellenc Maroc	Marrakech (Maroc)	100,00	99,98	98,37
Pellenc Slovensko	Nové Mesto (Slovaquie)	100,00	99,98	98,37
Pellenc Sud America	Santiago (Chili)	100,00	99,98	98,37
Pellenc Ibérica	Jaen (Espagne)	100,00	79,98	98,37
Pellenc Italia	Colle Val d'Elsa (Italie)	100,00	99,98	98,37
Pellenc Deutschland	Kappelrodeck (Allemagne)	100,00	99,98	98,37
Sofonlec	Perpignan (France)	100,00	65,34	63,94
Pellenc Bordeaux Charentes	Saint-Laurent-Médoc (France)	100,00	99,98	98,37
PERA - Pellenc SA	Florensac (France)	100,00	99,98	98,37
Pellenc Bâtiments	Pertuis (France)	100,00	99,98	98,37
Pellenc South Africa	Paarl (Afrique du Sud)	100,00	99,98	98,37
Pellenc HD SAS	Igé (France)	100,00	99,98	98,37
Pellenc Vignobles Champenois (fusion 2022)	Magenta (France)	100,00	99,98	98,37
Pellenc Mossbach	Bar-sur-aube (France)	100,00	99,98	98,37
Pellenc Portugal	Mira (Portugal)	100,00	99,98	98,37
Postura Campestre	Lisbonne (Portugal)	100,00	79,98	78,70
Financière Développement Suisse SA	Vallorbe (Suisse)	100,00	100,00	100,00
Usines Métallurgiques de Vallorbe SA	Vallorbe (Suisse)	100,00	74,54	74,54
NMP SAS (cession 2022)	Cluses (France)	-	-	99,38
Zurflüh-Feller Holding SAS (cession 2022)	Autechaux Roide (France)	-	-	99,38
Zurflüh-Feller SAS (cession 2022)	Autechaux Roide (France)	-	-	99,38
Eckermann (cession 2022)	Schmitten (Allemagne)	-	-	99,38
CERF EURL (cession 2022)	Autechaux Roide (France)	-	-	99,38
Profilmar (cession 2022)	Marseille (France)	-	-	99,38
Profilinnov (cession 2022)	Maracineni (Roumanie)	-	-	99,38
Parfontaine (cession 2022)	Ferney Voltaire (France)	-	-	89,53
Financière du Jura	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
Thermo-Technologies	Annecy (France)	100,00	87,36	87,36
Thermocompact	Annecy (France)	100,00	87,36	87,36
FSP-One SAS	Pont de Chéry (France)	100,00	87,36	87,36
TSDM	Tournes (France)	100,00	87,36	87,36
HWA	Ho Chi Minh City (Vietnam)	100,00	87,36	87,36
IWT	Colorado Springs (États-Unis)	100,00	87,36	87,36
Thermo-Technologies Inc	Wilmington (États-Unis)	100,00	87,36	87,36
Advanced Casting Asia Ltd Liability Company	Vinh Tan (Vietnam)	100,00	87,36	87,36
STB Traitements Thermiques	Oyonnax (France)	100,00	69,89	-
Financière Bleu	Abrest (France)	100,00	86,70	86,70
Ligier développement (fusion 2022)	Abrest (France)	-	-	86,70
Ligier Group	Abrest (France)	100,00	86,70	86,70
Ligier Group Italia	Piacenza (Italie)	100,00	86,70	86,70
Ligier Group Deutschland	Bad Rappenau (Allemagne)	100,00	86,70	86,70
Microcar Österreich	St. Georgen am Ybbsfelde (Autriche)	100,00	86,70	86,70
Driveplanet Espana	Terrassa (Espagne)	100,00	86,70	86,70
Driveplanet Portugal	Aveiro (Portugal)	100,00	86,70	86,70
Parallier	Ferney Voltaire (France)	100,00	57,14	57,14


SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2022 (Suite)

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/22	% d'intérêt 31/12/22	% d'intérêt 31/12/21
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION PROPORTIONNELLE				
Gaviota Simbac, S.L.	Alicante (Espagne)	46,50	46,50	46,50
Gaviota S.p.a.	Megazzo (Italie)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac, S.L. Sucursal Portugal	Sintra (Portugal)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac Middle East, S.A.L.	Zouk Mosbeh (Liban)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Simbac Marruecos, SARL	Nador (Maroc)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac Eastern Europe, S.R.L.	Bucarest (Roumanie)	46,50	46,50	46,50
Huella Platina, S.A.	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Toldos y Persianas de Gaviota, S.A.	Barrio La Sonrisa (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Brasil, S.A.	Sao Paulo (Brésil)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Central Europe s.r.o.	Trnava (Slovaquie)	46,50	46,50	46,50
Persianas y Toldos Europeos sa cv	México (Mexique)	46,50	46,04	46,04
Gaco Aluminium Solution SAS	Bogota (Colombie)	46,50	46,50	46,50
Bandalux Uruguay S.A.	Rivera (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Vista Sublime	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Nordalur	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Gaviota France SAS	Perpignan (France)	46,50	46,50	46,50
Gaviota USA LLC	Wilmington (États-Unis)	46,50	46,50	46,50
Bestende	Bellusco (Italie)	46,50	32,55	32,55
Eurolock Chile Limitada	Santiago (Chili)	46,50	23,25	23,25
GLP Cerramientos Europeos	Sinaloa (Mexique)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Costa Rica	San José (Costa Rica)	46,50	46,50	41,85
Copen Fabrics	Alicante (Espagne)	46,50	23,25	23,25
Ponti	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Vidrios Salinas	Alicante (Espagne)	46,50	23,25	23,25
Commercial Awnings	Swindon (Royaume-Uni)	46,50	23,72	23,72
FilPel Bobinas	Barbastro (Espagne)	50,00	49,99	49,19
Volentieri Pellenc	Poggibonsi (Italie)	50,00	49,99	49,19
E3 WINDOWS SYSTEMAS	Malaga (Espagne)	46,50	23,25	-
MECANOTOLDO	Girona (Espagne)	46,50	23,25	-
Global Glass Processing	Alicante (Espagne)	46,50	32,55	-
Global Glass Distribution	Alicante (Espagne)	46,50	32,55	-
SALPAGLASS	Madrid (Espagne)	46,50	32,55	-
LIDASUR	Ciudad Del Plata (Uruguay)	46,50	23,25	-
Aluminguez S.L.	Alicante (Espagne)	46,50	23,25	-
Fenestra S.L.	Lugo (Espagne)	46,50	23,25	-
Aluit S.R.L.	Gropello Cairoli (Italie)	46,50	46,50	-
ALU y PVC Levante	Madrid (Espagne)	46,50	23,25	-
Maitre Store	Uzès (France)	46,50	11,63	-
Tapicería MasJoan	Palafurugell, Girona (Espagne)	46,50	23,25	-
Namozul Spain, SL	Subirats (Espagne)	42,87	42,87	-
Agromillora Catalana, S.A.U.	Subirats (Espagne)	42,87	42,87	-
Agromillora Iberia, S.L.U.	Subirats (Espagne)	42,87	42,87	-
Agromillora Sur, S.A.	Curicó (Chili)	42,87	42,78	-
Agromillora Produção e Comercio de Mudras Vegetais, Ltda	Brotas (Brésil)	42,87	42,87	-
Agromillora Maroc, S.A.R.L.	Benslimane (Maroc)	42,87	39,44	-
Agromillora Fidan Üretim ve Pazarlama Ltd.	Torbali (Turquie)	42,87	42,44	-
Agromillora Australia Pty Ltd.	Waikerie (Australie)	42,87	38,58	-
Agromillora Perú, S.A.C.	Lima (Pérou)	42,87	32,15	-
North American Plants, Inc.	Mc Minnville (États-Unis)	42,87	39,44	-
Agromillora California, Inc.	Gridley (États-Unis)	42,87	42,87	-
Agromillora Florida, Inc.	Wildwood (États-Unis)	42,87	42,87	-
Agromillora USA, Inc.	Mc Minnville (États-Unis)	42,87	42,87	-
Agromillora Quality Assurance Lab. LLC.	Mc Minnville (États-Unis)	42,87	42,87	-
Agromillora Middle East, Co.	Amman (Jordanie)	42,87	42,87	-
AgroMarket Italia, S.R.L.	Rome (Italie)	42,87	42,87	-
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE				
ACT Vinicole	Laverune (France)	48,99	48,99	48,20
Agreenculture	Toulouse (France)	37,99	37,99	32,90
Aceper SL	Ourense (Espagne)	15,37	15,37	16,83
Masventava	Ourense (Espagne)	15,35	15,35	16,20
Siparex Associés	Lyon (France)	5,80	5,80	4,63
K-Ryole	Paris (France)	10,06	10,06	-
Agromillora Méditerranée, S.A.	El Khadra (Tunisie)	21,41	21,41	-
Agromillora Méditerranée de Laboratoires, S.A.	El Khadra (Tunisie)	21,41	21,41	-
Agromillora Australia JV Pty Limited	Mildura (Australie)	19,29	19,29	-

NOTE 3 – DONNÉES LIÉES À L'ACTIVITÉ

1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est constitué par l'ensemble des produits des activités ordinaires des sociétés intégrées.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable.

Les produits des activités ordinaires sont constatés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de leur livraison au client final.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 920,1 M€ au 31 décembre 2022. Il se répartit géographiquement de la manière suivante :

En millions d'euros	31/12/22	%	31/12/21	%
Europe	728,6	79 %	666,5	81 %
<i>dont France</i>	<i>356,5</i>	<i>39 %</i>	<i>344,1</i>	<i>42 %</i>
<i>dont Espagne</i>	<i>104,1</i>	<i>11 %</i>	<i>81,0</i>	<i>10 %</i>
<i>dont Italie</i>	<i>92,1</i>	<i>10 %</i>	<i>79,0</i>	<i>10 %</i>
<i>dont Allemagne</i>	<i>64,6</i>	<i>7 %</i>	<i>65,5</i>	<i>8 %</i>
Amériques	124,6	14 %	91,9	11 %
Asie	34,7	4 %	33,9	4 %
Afrique	17,5	2 %	13,9	2 %
Océanie	14,7	2 %	13,1	2 %
TOTAL	920,1	100 %	819,3	100 %

Les autres produits de l'activité s'élèvent à 22,5 M€ au 31 décembre 2022 contre 12,7 M€ au 31 décembre 2021.

2. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

Pour rappel, le Résultat Opérationnel Courant représente le Résultat Opérationnel excluant à la fois les produits et charges opérationnels non courants, les gains et pertes sur cessions d'actifs immobilisés et les dépréciations et amortissements des écarts d'acquisition.

Les dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués dans le cadre de regroupement d'entreprises sont comptabilisés dans le Résultat Opérationnel Courant.

Les autres charges et produits opérationnels non courants correspondent aux éléments exceptionnels, inhabituels, anormaux et peu fréquents et particulièrement significatifs, qui seraient de nature à fausser la lecture de la performance consolidée du Groupe. Ils intègrent notamment des plus ou moins-values sur cessions d'actifs corporels et incorporels, des plus ou moins-values sur cessions de titres de participations consolidées par intégration globale ou

proportionnelle, des coûts de restructuration, des dépréciations des écarts d'acquisitions ou actifs liées aux pertes de valeur et des provisions qui seraient de nature à perturber la lisibilité du Résultat Opérationnel Courant.

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
Écarts d'acquisition négatifs	343	-
Dotations (-) reprise (+) sur provisions non courantes	-622	-396
Dépéciation des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés	- 39 281	2 676
Gain/perte sur cession d'actifs immobilisés	83 105	10 663
Autres éléments non courants	3 320	-1 075
<i>Produits non courants</i>	<i>4 857</i>	<i>2 155</i>
<i>Charges non courantes</i>	<i>-1 537</i>	<i>-3 230</i>
Autres produits et charges opérationnels non courants	46 865	11 868

L'année 2022 a été marquée pour certaines participations par une baisse de la rentabilité, une augmentation de l'EFN et des perspectives en deçà des attentes. Des dépréciations des écarts d'acquisition ou des actifs immobilisés ont ainsi été comptabilisées pour 39,3 M€ sur l'exercice (Agromillora pour 19,6 M€, Pellenc pour 14,2 M€ et les UVM pour 5,5 M€). La cession de Zurflüh-Feller a permis à Edify de générer une plus-value nette consolidée de 83,1 M€. Pour rappel sur l'exercice 2021, la cession de Sirem avait permis de réaliser une plus-value nette consolidée de 11,4 M€.

3. STOCKS

Les stocks sont évalués au coût de revient, déterminé selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Les stocks et en-cours sont dépréciés lorsque leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur valeur comptable. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Dans le cadre du processus de consolidation, la valeur des stocks au bilan consolidé exclut les profits internes réalisés lors de la vente des produits entre deux sociétés du Groupe, si ces produits figurent toujours en stock dans une société du Groupe à la date de clôture.

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
Valeurs brutes		
Matières premières et autres approvisionnements	114 321	90 169
Produits finis et marchandises	213 147	156 273
TOTAL	327 468	246 442
Dépréciations	-22 602	-20 274
Valeurs nettes	304 867	226 168



4. CLIENTS ET FOURNISSEURS

Les créances clients et les dettes fournisseurs sont valorisées à leur valeur nominale. Une correction pour dépréciation est constatée pour les créances dont le recouvrement paraît compromis.

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
Créances clients brutes	140 485	129 692
Dépréciations	-5 539	-5 865
Créances clients nettes	134 946	123 827

Le poste fournisseurs s'élève à 101 800 K€ au 31 décembre 2022, contre 91 002 K€ au 31 décembre 2021.

5. AUTRES CRÉANCES ET DETTES COURANTES

Autres créances courantes

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
Valeurs brutes		
Créances sur le personnel	606	787
Autres taxes (dont TVA)	18 990	11 891
Charges constatées d'avance	3 620	4 893
Autres créances	1 291	10 078
TOTAL	24 508	27 649

Autres dettes courantes

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
Dettes sociales	31 629	33 987
Dettes fiscales	18 802	10 921
Produits constatés d'avance	4 703	4 701
Fournisseurs d'immobilisations	1 345	1 509
Autres	4 780	1 424
TOTAL	61 260	52 541

NOTE 4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

1. ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors d'une entrée dans le périmètre de consolidation, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont évalués à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition.

Un écart d'acquisition est calculé par différence entre la somme des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, évalués individuellement à leur juste valeur et la contrepartie transférée (coût global d'acquisition) évaluée à la juste valeur des actifs remis.

L'écart d'acquisition résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de l'actif net ré-estimé à la date d'acquisition est traité de la manière suivante :

- l'écart d'acquisition positif est comptabilisé en tant qu'actif incorporel amortissable,
- l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé au compte de résultat si à la date d'acquisition, il correspond :

- à la prévision d'une évolution défavorable des résultats futurs de l'entreprise concernée,
- à la prévision de charges qu'elle occasionnera,
- à une plus-value réalisée.

Dans les autres cas, il est comptabilisé en provisions pour risques et charges.

L'écart d'acquisition n'est pas alloué aux parts minoritaires. Par contre, les ajustements de juste valeur des actifs et passifs identifiables (écarts d'évaluations) sont répartis entre la part du Groupe et celle des minoritaires.

L'écart d'acquisition positif est généralement amorti sur cinq ans. Il peut être amorti sur une période supérieure à cinq ans sans dépasser la durée d'utilisation prévue de cet actif. Lorsqu'il est fait usage de cette faculté il en est fait mention dans l'annexe avec une indication des motifs. Les amortissements des écarts d'acquisition ne peuvent être repris.

**Écarts d'acquisition**

En milliers d'euros	Valeur
Au 1^{er} janvier 2022	45 231
Incidence des variations de périmètre	79 983
Incidence des variations du cours de change	64
Dotations aux amortissements	-23 517
Dépréciation pour perte de valeur	-19 871
Au 31 décembre 2022	81 891

Sur l'exercice 2022, les principales variations de périmètre concernent les acquisitions d'Agromillora (70,6 M€) et de N2J (4,9 M€) ainsi que les 12 sociétés acquises par Gaviota (2,9 M€).

En fin d'année, une perte de valeur a été constatée principalement sur les titres d'Agromillora (-19,6 M€), suite à des perspectives de croissance en deçà des attentes.

Le poste se compose entre autres des écarts d'acquisition nets d'Agromillora (41,6 M€), de Ligier (21,7 M€), de Rousselon Frères (4,8 M€), de Scaritech (4,8 M€) et de N2J (3,7 M€).

2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût d'acquisition ou au coût de revient, minoré des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.

Chaque actif fait l'objet d'un test de dépréciation s'il y a un indice de perte de valeur durable.

Les frais d'établissement sont retraités et considérés comme des charges de l'exercice.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- les logiciels qui sont évalués à leur coût d'acquisition, et sont amortis selon la méthode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation prévue,
- les brevets : seuls les brevets acquis et les frais de dépôts y afférents sont activés. Ils sont amortis linéairement sur leur durée de protection juridique. Les frais de renouvellement des brevets sont constatés en charges de l'exercice,

- les frais de développement immobilisés le sont sous plusieurs conditions :
 - ils doivent offrir des chances raisonnables de réussite technique et de rentabilité commerciale ;
 - il est probable que l'entité bénéficiera des avantages économiques futurs correspondants ;
 - son coût, ou sa valeur, peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les dépenses de développement engagées pour le compte d'un client ne sont pas immobilisées et sont inscrites parmi les charges de l'exercice.

Les frais de développement sont en général amortis sur cinq ans à partir de la date de leur inscription à l'actif.

Les coûts ultérieurs sont généralement constatés en charges de l'exercice.

En cas d'échec d'un projet, les frais de développement correspondants doivent immédiatement faire l'objet d'un amortissement intégral.

Les frais de recherche sont inscrits parmi les charges de l'exercice.

- les marques sont évaluées et portées à l'actif du bilan dans le cadre d'acquisitions,

Ces actifs incorporels sont à durée de vie indéfinie et font l'objet de tests de dépréciation quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés (indices de perte de valeur).

- la relation clientèle, valorisée en actif incorporel, représente la valeur du portefeuille clients de la société à la date d'acquisition. Cette valeur est déterminée à partir de la rentabilité future dégagée par les principaux clients de la société actuellement en portefeuille, en tenant compte d'un taux de perte de clients, taux déterminé à partir des données historiques de la société.

La rentabilité dégagée par ces clients est mesurée à partir de la performance financière attendue de la société en termes de marge d'EBITA, dont sont déduits les impôts, le financement des autres actifs (corporels et marque) et du besoin en fonds de roulement.

Ces actifs incorporels sont à durée de vie définie et sont amortis, en général, sur 10 ans.



Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Actifs incorporels alloués	Frais de développement	Brevets et marques	Logiciels	Autres	En-cours et avances	Total 2022
Valeur brute au 1 ^{er} janvier 2022	80 412	30 498	7 124	14 230	4 590	4 610	141 464
Acquisitions	4	625	227	712	485	7 355	9 408
Cessions	-	-42	-437	-396	-22	-	-897
Incidence des variations du cours de change	-	23	41	104	-	-1	168
Incidence des variations de périmètre	46 831	-3 203	19	-3 718	5 185	76	45 191
Autres mouvements	-1 200	1 234	1 387	296	205	-1 860	62
Au 31 décembre 2022	126 047	29 135	8 361	11 229	10 444	10 181	195 397
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier 2022	-14 355	-27 773	-4 919	-10 231	-2 948	-	-60 225
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-5 678	-1 223	-297	-1 385	-592	-	-9 175
Cessions	-	18	334	394	22	-	768
Incidence des variations du cours de change	-	-14	-13	-101	-	-	-128
Incidence des variations de périmètre	-	2 032	83	2 380	-3	-	4 492
Autres mouvements	-	-	-1	-25	20	-	-6
Au 31 décembre 2022	-20 033	-26 961	-4 813	-8 968	-3 501	-	-64 275
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2022	106 015	2 174	3 548	2 261	6 943	10 181	131 122
							Total 2021
Valeur brute au 1 ^{er} janvier 2021	43 224	4 564	7 944	11 318	3 568	918	71 537
Acquisitions	-	743	44	1 029	342	3 279	5 437
Cessions	-	-8	-4	-1 371	-27	-	-1 410
Incidence des variations du cours de change	-	24	132	116	1	-	273
Incidence des variations de périmètre	35 928	24 780	2 904	-359	707	1 527	65 487
Autres mouvements	1 260	395	-3 896	3 497	-1	-1 114	141
Au 31 décembre 2021	80 412	30 498	7 124	14 230	4 590	4 610	141 464
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier 2021	-11 193	-3 329	-4 302	-8 289	-2 318	-	-29 431
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-3 162	-1 224	-394	-1 583	-381	-	-6 744
Cessions	-	8	4	1 370	27	-	1 409
Incidence des variations du cours de change	-	-12	-31	-101	-1	-	-145
Incidence des variations de périmètre	-	-23 216	-100	-1 628	-372	-	-25 316
Autres mouvements	-	-	-96	-	97	-	1
Au 31 décembre 2021	-14 355	-27 773	-4 919	-10 231	-2 948	-	-60 225
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2021	66 057	2 725	2 205	3 999	1 642	4 610	81 241



3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Hors regroupement d'entreprises, les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition ou à leur coût de revient. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur séparément de l'écart d'acquisition positif. Les coûts d'entretien courants sont constatés en charge de l'exercice.

La valeur d'une immobilisation dont l'utilisation est limitée dans le temps est amortie sur sa durée d'utilisation. L'amortissement se fait sur la valeur comptable du bien et ne prend pas en compte de valeur résiduelle.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en fonction des durées d'utilisation ci-après :

- constructions : 20 à 40 ans,
- agencement et installations : 10 à 20 ans,
- matériels et outillages industriels : 5 à 10 ans,
- véhicules : 3 à 5 ans,
- mobilier : 4 à 10 ans.

Une correction pour dépréciation est constatée à chaque fois qu'une immobilisation a une valeur inférieure à celle inscrite au bilan et que cette diminution de valeur aura un caractère durable.

Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres	En-cours et avances	Total 2022
Valeur brute au 1 ^{er} janvier 2022	22 865	147 606	268 647	34 143	19 085	492 347
Acquisitions	4 446	8 190	8 775	5 171	30 410	56 992
Cessions	-12	-2 094	-7 370	-2 185	-	-11 661
Incidence des variations du cours de change	5	1 100	2 148	171	133	3 557
Incidence des variations de périmètre	-3 852	-8 418	-57 369	-3 050	-1 110	-73 799
Autres mouvements	30	8 881	7 032	819	-17 225	-463
Au 31 décembre 2022	23 482	155 265	221 863	35 069	31 293	466 973
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier 2022	-4 395	-78 056	-217 453	-25 067	-	-324 971
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période*	-461	-22 930	-16 324	-3 953	-	-43 668
Cessions	-	1 104	7 126	1 517	-	9 747
Incidence des variations du cours de change	-	-719	-1 835	-123	-	-2 677
Incidence des variations de périmètre	2 004	5 535	64 077	2 491	-	74 107
Autres mouvements	-	-148	121	460	-	433
Au 31 décembre 2022	-2 852	-95 214	-164 288	-24 675	-	-287 028
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2022	20 630	60 051	57 575	10 394	31 293	179 946
						Total 2021
Valeur brute au 1 ^{er} janvier 2021	15 418	130 390	220 296	27 231	9 590	402 926
Acquisitions	596	1 957	7 711	3 005	16 089	29 358
Cessions	-6	-867	-2 395	-2 475	-	-5 743
Incidence des variations du cours de change	-19	1 302	3 288	297	191	5 059
Incidence des variations de périmètre	6 768	15 964	35 920	2 082	191	60 925
Autres mouvements	108	-1 140	3 827	4 003	-6 976	-178
Au 31 décembre 2021	22 865	147 606	268 647	34 143	19 085	492 347
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier 2021	-3 351	-61 915	-174 924	-20 394	-	-260 584
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-536	-6 113	-11 538	-3 654	-	-21 841
Cessions	-	371	2 032	1 536	-	3 939
Incidence des variations du cours de change	-1	-727	-2 565	-210	-	-3 503
Incidence des variations de périmètre	-10	-10 302	-30 548	-2 079	-	-42 939
Autres mouvements	-497	630	90	-266	-	-43
Au 31 décembre 2021	-4 395	-78 056	-217 453	-25 067	-	-324 971
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2021	18 470	69 550	51 194	9 076	19 085	167 377

* incluant 19,2 M€ de dépréciations pour perte de valeur des actifs de Pellenc et des UMV.



4. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats sont classés comme des contrats de location-financement lorsque le contrat de bail est assorti d'une option d'achat. Ils sont inscrits, dès le commencement du contrat, en immobilisations corporelles, au plus bas de la juste valeur des biens loués et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les immobilisations acquises via des contrats de location-financement sont amorties selon les mêmes durées que celles décrites précédemment si le Groupe estime qu'il obtiendra la propriété de l'actif au terme du contrat. Dans le

cas contraire, l'actif est déprécié sur la base de la durée la plus courte entre la durée d'utilisation de l'actif et la durée du contrat. Les contrats sont qualifiés de location opérationnelle lorsque la location n'est pas assortie d'une option d'achat. En revanche, des services complémentaires tels que l'entretien des biens loués, sont souvent compris dans une convention de location opérationnelle. Les sommes versées au titre des locations opérationnelles sont enregistrées en charges de la période, à compter de la prise d'effet du contrat (et non de la date de début d'utilisation du bien).

Les contrats de location terminés sont exclus du tableau.

Contrats de location

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Machines immobilisées	Logiciels	Total 2022
Valeur brute au 1 ^{er} janvier 2022	281	6 059	19 080	2 290	465	28 175
Acquisitions	-	-	662	1 202	-	1 865
Cessions	-	-	-2 709	-964	-	-3 673
Incidence des variations du cours de change	-	-	229	-17	-	212
Incidence des variations de périmètres	-281	-5 652	-2 277	-	-	-8 210
Autres mouvements	-	-	-372	-227	-	-599
Au 31 décembre 2022	-	407	14 613	2 284	465	17 769
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier 2022	-281	-496	-13 749	-976	-249	-15 751
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-14	-113	-1 410	-618	-111	-2 266
Cessions	-	-	2 709	416	-	3 125
Incidence des variations du cours de change	-	4	-202	12	-	-186
Incidence des variations de périmètres	295	349	1 964	-	-	2 608
Autres mouvements	-	-149	476	49	-	377
Au 31 décembre 2022	-	-405	-10 211	-1 117	-360	-12 093
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2022	-	2	4 401	1 168	105	5 677
						Total 2021
Valeur brute au 1 ^{er} janvier 2021	681	8 959	18 954	-	431	29 024
Acquisitions	-	-	388	459	34	880
Cessions	-	-	-64	-1 456	-	-1 520
Incidence des variations du cours de change	-	-	292	3	-	295
Incidence des variations de périmètres	-400	-2 900	-550	-	-	-3 850
Autres mouvements	-	-	60	3 284	-	3 344
Au 31 décembre 2021	281	6 059	19 080	2 290	465	28 175
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier 2021	467	-2 908	-12 927	-	-141	-15 509
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-28	-182	-925	-774	-108	-2 016
Cessions	-	-	28	617	-	646
Incidence des variations du cours de change	-	1	-229	-2	-	-229
Incidence des variations de périmètres	-	1 873	424	-	-	2 297
Autres mouvements	-720	720	-121	-818	-	-939
Au 31 décembre 2021	-281	-496	-13 749	-976	-249	-15 751
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2021	-	5 563	5 331	1 314	216	12 424

NOTE 5 – CAPITAUX PROPRES

1. PRINCIPALES VARIATIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Capitaux Propres Edify S.A.	364 994	304 796
Ouverture		
Résultat exercice	64 638	57 031
Parts bénéficiaires (cf. Note 11)	-	250
Écarts de conversion	1 708	2 815
Divers	-2	102
Capitaux Propres part Groupe	431 337	364 994
Participations ne donnant pas le contrôle	31 228	30 410
TOTAL CAPITAUX PROPRES	462 565	395 405

Aux 31 décembre 2022 et 2021, le capital souscrit d'Edify s'élève à 4,86 M€ et est représenté par 4 860 000 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune, intégralement libérées.

Conformément aux normes luxembourgeoises, les écarts d'acquisition sont amortis sur une durée de cinq ans (cf. Note 4.1). Les capitaux propres consolidés sont affectés par les amortissements des écarts d'acquisition pour un montant de 23,5 M€ sur l'exercice 2022 (cf. Note 4.1) et de 65,1 M€ en cumulé. Pour rappel, les écarts d'acquisition de 34,2 M€, déterminés dans le cadre du bilan d'ouverture pour les participations issues de l'apport réalisé le 29 octobre 2014, ont été immédiatement déduits des réserves.

2. ACTIONS PROPRES

À la suite de l'offre publique de rachat lancée par la Société préalablement au retrait de la Bourse en 2020 et au mécanisme de liquidité mis en place depuis, Edify détient 140 895 actions, dont 263 acquises en 2022. Ces 140 895 actions représentent 2,90 % du capital social et sont valorisées pour un montant de 9,8 M€ - identique à 2021. Ces actions propres sont comptabilisées en tant qu'Actifs Financiers non courants. Aucune cession de ces actions propres n'est prévue à court terme. Conformément à la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales, Edify a constitué une réserve indisponible du même montant.

NOTE 6 – ÉLÉMENTS FINANCIERS

1. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier est composé de:

- coût de l'endettement net constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement ou de l'excédent financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux,
- écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement...) (cf. Note 9),

- plus ou moins-values de cession de titres de participations consolidées par mise en équivalence ou de cession de titres à des minoritaires,
- autres produits et charges financiers constitués des produits et des charges de nature financière et non opérationnelle et qui ne font pas partie du coût de l'endettement net.

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
Plus-values sur cession d'actifs financiers	462	12 419
Coût de l'endettement financier net	-8 833	-8 743
<i>Produits financiers liés aux placements</i>	<i>2 115</i>	<i>76</i>
<i>Charges financières liées à l'endettement</i>	<i>-10 948</i>	<i>-8 819</i>
Effets de change	-1 393	1 043
Écarts actuariels	2 151	106
Autres produits et charges financiers	-5 073	331
Résultat financier	-12 686	5 156

En 2021, la cession des titres Lacroix Emballages avait permis de générer une plus-value nette de 10,7 M€. La hausse des charges financières liées à l'endettement est notamment due à la dette d'acquisition de Ligier, consolidée par intégration globale courant 2021.

La hausse des taux d'actualisation a eu un impact positif sur les engagements de retraite (cf. Note 9.2).

Les autres charges financières intègrent principalement une dépréciation de 4,3 M€ du prêt accordé à la famille fondatrice d'Agromillora (cf. ci-dessous Note 6.2).

2. ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au prix d'acquisition ou au coût de revient. Ils sont réévalués à la date de clôture du bilan pour leur valeur d'inventaire. La valeur comptable et la valeur d'inventaire sont comparées et une correction pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur de l'immobilisation financière.

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
Titres de participations non contrôlées	10 284	3 006
Actions propres	9 784	9 757
Prêts	51 190	512
Autres	8 349	4 100
Actifs financiers non courants & courants	79 607	17 376
Exigibles dans le délai d'un an	6 399	1 254
Actifs financiers non courants	73 208	16 122

Les titres de participations non contrôlées sont principalement impactés par la souscription dans le fonds Mid-Market VIII d'Argos Wityu pour 5,3 M€ et l'achat de titres Pargrund et Paravranche pour 2,9 M€.

Un prêt (obligation remboursable en actions) de 52,5 M€ a été accordé aux fondateurs d'Agromillora. En fin d'année, ce



prêt a été déprécié à hauteur de 4,3 M€, les perspectives du business plan étant en deçà des attentes.

Par ailleurs, Ligier a effectué une avance de 1,5 M€ à E4V, son fournisseur de batteries. Ce prêt est garanti par un gage de biens meubles.

La rubrique « Autres » concerne essentiellement des dépôts et cautionnements, des avances aux factors et également les titres d'Aceper, en cours de cession par Gaviota (2,6 M€) (cf. Note 12).

3. PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les emprunts et les autres dettes porteuses d'intérêts sont évalués à leur valeur nominale. Leur évaluation ultérieure s'effectue à la valeur de remboursement.

Passifs financiers

En milliers d'euros	Emprunts auprès des établissements de crédits	Crédits-bails	Emprunt obligataire privé EURO PP	Emprunts et dettes finan- cières divers	Total
Au 1 ^{er} janvier 2022	230 347	6 682	50 000	9 681	296 710
Souscription nouveaux emprunts et dettes financières	233 280	-	-	2 822	236 102
Remboursement d'emprunts et dettes financières	-23 195	-1 866	-	-5 183	-30 245
Incidence des variations de périmètre	-4 595	-2 771	-	1 611	-5 755
Diminution des découverts bancaires	-2 070	-	-	-	-2 070
Nouveaux crédits-bails	-	3 906	-	-	3 906
Lease-back crédits-bails	-	-780	-	-	-780
Divers (dont intérêts courus)	-	-	-	479	479
Incidence des variations du cours de change	57	49	-	-195	-89
Au 31 décembre 2022	433 824	5 220	50 000	9 214	498 258
Passifs financiers courants (exigibles dans le délai d'un an)	197 839	1 430	-	5 733	205 042
Passifs financiers non courants	235 985	3 791	50 000	3 441	293 216

Sur l'exercice 2022, l'augmentation des emprunts et dettes financières s'explique d'une part par l'augmentation du Besoin en Fonds de Roulement de nos sociétés (cf. Note 7), d'autre part par un plan d'investissements particulièrement important au sein de nos participations, mais également par le tirage de 80 M€ par Edify, pour financer ses acquisitions. Pour rappel, en mai 2018, Edify avait souscrit son premier placement privé obligataire pour un montant total de 50 M€ à sept ans au taux fixe de 3,75 %.

Échéancier des dettes financières

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
À 1 an au plus	205 042	67 262
Plus d'1 an et moins de 5 ans	206 378	158 360
À plus de 5 ans	86 839	71 088
TOTAL	498 258	296 710

Les dettes financières garanties par des nantissements, hypothèques et gages s'élèvent à 63 M€ au 31 décembre 2022.

Covenants

La mise à disposition des lignes de crédit, à hauteur de 210 M€, et de l'emprunt Euro PP de 50 M€ par les établissements de crédit et les investisseurs privés est soumise à l'engagement pris par Edify de respecter trois covenants financiers (dettes financières nettes sociales/Actif Net Réévalué, dettes financières nettes élargies/Actif Net Réévalué élargi et montant de disponibilités.). Edify respecte l'ensemble de ses covenants au 31 décembre 2022.

L'ensemble des participations, dans le cadre de leur dette « LBO », respectent également, au 31 décembre 2022, leurs covenants respectifs.



4. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'Endettement Financier Net correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des intérêts courus, des instruments dérivés rattachés à un passif financier, ainsi que des compléments de prix ou paiements différés sur les acquisitions, et des différés de règlement à caractère financier. Il ne tient pas compte des titres de participations non contrôlées, des obligations convertibles, des actions propres, des dépôts & cautionnements liés à l'exploitation et des subventions d'État.

La trésorerie correspond aux soldes bancaires (actifs et découverts bancaires) et aux liquidités en caisse. Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement défavorable de valeur.

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
Passifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	494 966	290 829
Actifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	4 600	521
Trésorerie et équivalents de trésorerie	197 964	176 665
Endettement Financier Net (hors compléments de prix et différés de paiement)	292 401	113 643
Compléments de prix et différés de paiement sur acquisitions	3 156	5 844
Endettement Financier Net total	295 557	119 487

5. INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés sont comptabilisés en hors bilan sauf :

- lorsqu'ils ont une moins-value latente et dans ce cas une provision doit être constituée,
- lorsqu'il s'agit d'instruments de couverture qui viennent alors compenser leur sous-jacent.

Les instruments de couverture dont le sous-jacent est un passif financier sont classés dans le poste « Autres passifs financiers » et sont inclus dans l'Endettement Financier Net.

Au 31 décembre 2022, ils sont inférieurs à 0,1 M€.

NOTE 7 – DÉTAILS DU TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

1. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

En milliers d'euros	Exercice 2022
Trésorerie à l'ouverture	157 387
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	176 665
Découverts bancaires	-19 278
Trésorerie à la clôture	180 503
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	197 964
Découverts bancaires	-17 461

2. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
Variation des stocks nets	-69 913	-37 503
Variation des clients nets	-19 289	-12 439
Variation des fournisseurs	7 385	19 295
Variation des autres créances et dettes	2 974	-13 325
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	-78 843	-43 972



NOTE 8 – PROVISIONS

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable. La perte qui fait l'objet d'une provision doit se rapporter à un risque par-

faitement identifié. Le risque étant inhérent à la notion d'entreprise, il ne pourrait être constitué une provision pour couvrir des risques généraux.

Le montant de la provision doit être ensuite adapté en fonction de l'évolution du montant prévisible de la perte.

1. PROVISIONS NON COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total
Au 1 ^{er} janvier 2022	4 713	922	850	6 486
Dotations	-	233	449	682
Reprises utilisées	-	-375	-20	-395
Reprises non utilisées	-12	-60	-44	-116
Incidence des variations de change	4	-	-	4
Variation de périmètre	-20	-	293	273
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2022	4 685	720	1 528	6 933
				Total
Au 1 ^{er} janvier 2021	2 371	541	381	3 293
Dotations	126	434	245	805
Reprises utilisées	-	-321	-139	-460
Reprises non utilisées	-	-	-	-
Incidence des variations de change	7	-	-	7
Variation de périmètre	2 209	268	363	2 840
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2021	4 713	922	850	6 486



2. PROVISIONS COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total
Au 1 ^{er} janvier 2022	929	523	79	1 532
Dotations	466	-19	146	593
Reprises utilisées	-	-100	-109	-209
Reprises non utilisées	-	-120	-	-120
Incidence des variations de change	1	235	375	611
Variation de périmètre	-	-10	-1	-11
Autres mouvements	-	-63	64	1
Au 31 décembre 2022	1 395	446	554	2 396
				Total
Au 1 ^{er} janvier 2021	1 611	896	92	2 598
Dotations	-	51	6	57
Reprises utilisées	-682	-129	-20	-831
Reprises non utilisées	-	-122	-	-122
Incidence des variations de change	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-173	1	-172
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2021	929	523	79	1 532

NOTE 9 – ÉLÉMENTS LIÉS AU PERSONNEL

1. EFFECTIF

L'effectif au 31 décembre 2022 est de 5793 salariés (incluant 100 % des effectifs des entités intégrées proportionnellement ou achetées en cours d'année), contre 4580 au 31 décembre 2021.

2. AVANTAGES AU PERSONNEL

Concernant les engagements en matière de retraite, le Groupe, se conformant à la réglementation et aux usages en vigueur dans chaque pays, participe à des régimes de retraite ou accorde des indemnités et avantages au départ des salariés. Un recensement de ces avantages accordés a été réalisé.

Dans quelques cas limités où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme qui en résulte est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié est probable ou certaine.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies, c'est-à-dire lorsque

le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés, leurs engagements faisant l'objet d'une dette sous la rubrique « Engagements envers le personnel ».

Les différents régimes à prestations définies sont les suivants :

- les régimes d'Indemnités de Fin de Carrière (IFC) pour l'ensemble des sociétés françaises en application des conventions collectives en vigueur,
- les autres régimes de retraite à prestations définies.

L'intégralité des écarts actuariels nets d'impôts différés est reconnue immédiatement en résultat. Les écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement...) sont comptabilisés en résultat financier.

Le coût des services passés, résultant de la modification ou de la réduction d'un régime existant, est comptabilisé immédiatement en charges.

Les charges relatives à ce type de régime sont comptabilisées en charges de personnel et, concernant la charge de désactualisation, en charges financières.

La provision comptabilisée au bilan correspond à la valeur actualisée des engagements ainsi évalués, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes.

Les médailles du travail sont qualifiées comme étant des avantages à long terme octroyés aux salariés et sont provisionnées sur la base d'une évaluation actuarielle à chaque clôture.

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
Dettes de retraite et engagements assimilés	8 192	12 383
Actifs de retraite (fonds)	-	-
Engagement Net	8 192	12 383

La baisse des dettes de retraite est essentiellement due à la hausse des taux d'actualisation.

3. RÉMUNÉRATIONS BRUTES ALLOUÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration s'élèvent à 309 K€ pour l'année 2022, contre 299 K€ pour l'année 2021.

NOTE IO – IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

1. IMPÔTS COURANTS

Des conventions d'intégrations fiscales existent au niveau des sous-groupes français.

2. IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs établies selon les règles fiscales et sur les retraitements réalisés en consolidation dans le cadre de la mise en conformité avec les normes comptables du Groupe (conception étendue du calcul des impôts différés).

Les actifs d'impôt différé ne sont pris en compte que si leur recouvrement est probable, c'est-à-dire que leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ou qu'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de cette période.

Les impôts différés relatifs aux déficits fiscaux des sociétés sont reconnus lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- l'entité dispose de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale et la même entité imposable, qui engendreront des montants imposables sur lesquels les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront s'imputer avant qu'ils n'expirent,
- il est probable que l'entité dégagera des bénéfices imposables avant que les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés n'expirent,
- les pertes fiscales non utilisées résultent de causes identifiables qui ne se reproduiront vraisemblablement pas,
- les opportunités liées à la gestion fiscale de l'entité généreront un bénéfice imposable pendant l'exercice au cours duquel les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

S'il n'est pas probable que l'entité disposera d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés, l'actif d'impôt différé n'est pas comptabilisé.

La charge d'impôt sur les sociétés se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
Impôts courants	-16 981	-19 985
Impôts différés	4 755	1 171
Impôts sur les bénéfices	-12 226	-18 814



Voici une analyse par nature des impôts différés :

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21	Impact Compte de résultat 2022
IDA net sur marges internes	9 151	5 013	4 068
IDA liés aux retraites	1 553	2 599	-360
IDA liés aux méthodes de provisions	261	250	10
IDA liés aux dettes fiscales et sociales	1 309	2 097	-536
IDA liés aux justes valeurs	56	922	-10
IDP liés à la relation clients	-22 830	-16 486	835
IDP liés aux justes valeurs des immobilisations	-2 809	-2 921	112
IDP liés aux crédits-bails	-186	-1 147	-181
IDP liés aux différences sur les amortissements	-2 851	-2 769	548
IDP liés à l'activation des frais de développement	-1 018	-175	-1 022
Divers	-646	1 079	1 291
TOTAL	-18 011	-11 539	4 755
Impôts différés actifs	17 050	9 703	-
Impôts différés passifs	-35 061	-21 242	-

NOTE II – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements du Groupe se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
Loyers restants à payer sur locations simples	7 784	11 174
Engagements d'achats d'actifs d'exploitation	3 008	9 441
Engagements d'achats de titres de participation	93 781	68 586
Engagements donnés	104 574	89 201
Garanties d'actifs et de passifs	3 125	2 185
Lignes de crédit non utilisées	173 993	281 899
Engagements reçus	177 118	284 084

Les engagements d'achats de titres de participation comprennent notamment :

- 25,0 M€ d'obligation de rachats de titres de minoritaires, qui surviendront entre 2023 et 2027;
- 33,0 M€ d'engagements de souscription à des fonds d'ici 2025 (Argos et Siparex Associés);
- 28,3 M€ de Put sur minoritaires (principalement sur Agromillora, put exerçable entre 2024 et 2026);
- 7,4 M€ d'engagement de rachat des 510 525 parts bénéficiaires émises par Edify depuis 2016 pour un montant nominal total de 5,5 M€.

Par ailleurs, Edify bénéficie d'options d'achats d'actifs, estimés à 3,6 M€, dont l'usine de production de De Buyer, ainsi qu'une option d'achat sur les titres K-Ryole, valorisée à 60 M€ et exerçable avant le 31 décembre 2025, qui l'amènerait à détenir 90% du capital.

Dans le cadre de l'acquisition d'Agromillora, Edify et ses co-actionnaires fondateurs ont contractualisé en 2022 des engagements, qui, d'ici 2027, pourraient permettre à Edify de prendre le contrôle d'Agromillora.



NOTE 12 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

1. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les participations dans les entreprises associées regroupent les sociétés consolidées par mise en équivalence qui, au 31 décembre 2022, sont principalement composées de Siparex Associés (9,7 M€) souscrit sur l'exercice 2021 et 2022 et de K-Ryole (2,4 M€) souscrit en 2022. Les titres d'Aceper, en cours de cession, ont été reclassés dans les actifs financiers (cf. Note 6).

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
Quote-part de capitaux propres à l'ouverture	8 052	16 307
Variation de périmètre	7 251	-8 941
Quote-part de résultat de la période	200	704
Dividendes versés	-25	-25
Autres mouvements	-2 332	7
Quote-part de capitaux propres à la clôture	13 145	8 052

2. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Une partie liée est une personne ou une entité qui est liée à l'entité qui établit ses états financiers. Les parties liées sont :

- la société mère,
- les filiales,
- les entreprises associées,
- les coentreprises,
- les membres du Conseil d'Administration.

Transactions avec les parties liées

En dehors des transactions entre Edify et ses filiales, qui se trouvent retraitées dans le cadre des comptes consolidés, et des rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration (cf. Note 9.3), trois administrateurs d'Edify ont perçu des rémunérations de prestations de service pour un total de 185 K€.

NOTE 13 – HONORAIRES

Les honoraires perçus par le principal réviseur légal s'élèvent à 357 K€, dont 353 K€ au titre des prestations d'audit des comptes de l'exercice 2022.

En milliers d'euros	31/12/22	31/12/21
Total des honoraires directement liés à la certification des comptes du Groupe Edify	353	333
<i>Edify S.A.</i>	121	111
<i>Filiales intégrées globalement</i>	232	222
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement (juridique, fiscal, social)	4	3
TOTAL	357	336



NOTE 14 – ÉTATS FINANCIERS AU FORMAT DE LA LOI LUXEMBOURGEOISE

Les états financiers ci-dessous retiennent une présentation conforme à l'amendement de la Loi du 10 août 1915 voté le 19 décembre 2015 et entré en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	2022	2021	Correspondance avec les comptes présentés
1. Chiffre d'affaires net	920 092	819 301	Chiffre d'affaires
2. Variations du stock de produits finis et en cours de fabrication	64 453	37 309	Achats consommés
3. Travaux effectués par l'entreprise pour elle-même et portés à l'actif	-	-	
4. Autres produits d'exploitation	22 522	12 676	Autres produits de l'activité
5. a) Consommation de marchandises et de matières premières et consommables	-550 051	-450 500	Achats consommés
5. b) Autres charges externes	-20 276	-16 789	Achats consommés
6. Frais de personnel	-225 656	-206 568	Charges de personnel
<i>a. salaires et traitements</i>	<i>-173 703</i>	<i>-157 146</i>	
<i>b. charges sociales couvrant les salaires et traitements</i>	<i>-47 290</i>	<i>-45 926</i>	
<i>c. pensions complémentaires</i>	<i>-1 600</i>	<i>-1 513</i>	
<i>d. autres frais de personnel</i>	<i>-3 062</i>	<i>-1 982</i>	
7. Corrections de valeur	-79 585	-43 712	
<i>a. sur des frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>-27 241</i>	<i>-26 274</i>	Dotations aux amortissements
<i>b. sur provisions courantes</i>	<i>47</i>	<i>49</i>	Dotations aux provisions courantes
<i>c. sur provisions non courantes</i>	<i>-303</i>	<i>-208</i>	Autres produits et charges opérationnels non courants
<i>d. sur écarts d'acquisition</i>	<i>-43 388</i>	<i>-12 989</i>	Dépréciation des écarts d'acquisition + earn out
<i>e. sur actifs incorporels alloués</i>	<i>-5 678</i>	<i>-3 162</i>	Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués
<i>f. sur stocks</i>	<i>-2 891</i>	<i>-670</i>	Achats consommés
<i>g. sur éléments de l'actif circulant</i>	<i>-131</i>	<i>-458</i>	Charges externes
8. Autres charges d'exploitation	-40 779	-78 866	Charges externes + Autres produits et charges opérationnels non courants
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	90 720	72 852	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL
9. Produits provenant de participations	-695	-24 886	Autres produits et charges financiers
10. Produits des éléments financiers de l'actif circulant	4 240	2 312	Autres produits et charges financiers
11. Autres intérêts et produits assimilés	2 115	76	Produits financiers liés au placement
12. Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant	-	-	
13. Intérêts et charges assimilés	-18 346	27 654	
<i>a. concernant des entreprises liées</i>	<i>1 157</i>	<i>37 305</i>	Autres produits et charges financiers
<i>b. charges financières liées à l'endettement</i>	<i>-10 948</i>	<i>-8 819</i>	Charges financières liées à l'endettement
<i>c. autres intérêts et charges</i>	<i>-8 556</i>	<i>-832</i>	Autres produits et charges financiers
RÉSULTAT FINANCIER	-12 686	5 156	RÉSULTAT FINANCIER
14. Impôts sur le résultat	-12 226	-18 814	Impôts sur les bénéfices
15. Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	200	704	Quote-part de résultat des entreprises associées
16. Résultat après impôts sur le résultat	66 008	59 899	
17. Autres impôts	-	-	
18. Résultat de l'exercice	66 008	59 899	RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ

**ACTIF**

En milliers d'euros	31/12/22 Net	31/12/21 Net	Correspondance avec les comptes présentés
A. Actif immobilisé	473 469	309 513	
I. Immobilisations incorporelles	131 122	81 241	Immobilisations incorporelles nettes
1. Frais de Recherche et Développement	2 174	2 725	
2. Concessions, brevets, licences, marques ainsi que droits et valeurs similaires	70 696	50 048	
3. Fonds de commerce, dans la mesure où il a été acquis à titre onéreux	48 071	23 857	
4. Acomptes versés et immobilisations incorporelles en cours	10 182	4 611	
II. Écart d'acquisition	81 891	45 231	Écarts d'acquisition
III. Immobilisations corporelles	179 946	167 377	Immobilisations corporelles nettes
1. Terrains et constructions	80 682	88 020	
2. Installations techniques et machines	59 032	52 510	
3. Autres installations, outillages et mobiliers	8 939	7 761	
4. Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	31 294	19 085	
IV. Immobilisations financières	82 946	15 664	
1. Parts dans les entreprises liées	13 145	8 052	Participations dans les entreprises associées
2. Participations et titres ayant le caractère d'immobilisations	10 468	3 508	Actifs financiers courants et non courants
3. Autres Prêts	59 333	4 111	Actifs financiers courants et non courants
V. Impôts différés actifs	17 050	9 703	Impôts différés actifs
B. Actif circulant	686 516	569 199	
I. Stocks	304 867	226 168	Stocks
1. Matières premières et consommables	110 604	82 748	
2. Produits finis et marchandises	194 262	143 421	
II. Créances	173 901	156 608	
1. Créances résultant de ventes et prestations de services	134 946	123 827	Clients
2. Créances sur des entreprises liées	114	-	Autres créances
3. Créances envers le personnel	-	-	Engagements envers le personnel
4. Autres créances	38 841	32 781	Autres créances + Actif d'impôt exigible
III. Valeurs mobilières	9 784	9 757	
1. Parts dans les entreprises liées et dans les entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
2. Actions propres ou parts propres	9 784	9 757	Actifs financiers
3. Autres valeurs mobilières	-	-	
IV. Avoirs en banques, avoirs en ccp, chèques et en caisse	197 964	176 665	Trésorerie et équivalents de trésorerie
C. Comptes de régularisation	3 082	4 893	Autres créances
TOTAL DU BILAN ACTIF	1 182 552	893 314	

**PASSIF**

En milliers d'euros	31/12/22 Net	31/12/21 Net	Correspondance avec les comptes présentés
A. Capitaux propres	462 565	395 405	
I. Capital souscrit	4 860	4 860	Capital
II. Primes d'émissions et primes assimilées	243 158	243 053	Prime
III. Réserves de réévaluations	-	-	
IV. Réserves	118 683	60 050	Autres réserves
V. Résultats reportés	-	-	
VI. Résultat de l'exercice (Part Groupe)	64 638	57 031	Résultat de la période
Intérêts minoritaires	31 228	30 410	Participations ne donnant pas le contrôle
B. Provisions	17 521	20 401	
1. Provisions pour pension et obligations similaires	8 192	12 383	Engagements envers le personnel
2. Autres provisions	9 329	8 017	Provisions non courantes et courantes
C. Impôts différés passifs	35 061	21 242	Impôts différés passifs
D. Dettes non subordonnées	662 699	451 565	
1. Emprunts obligataires envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
2. Dettes financières envers des établissements de crédit et divers	498 257	290 809	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>205 042</i>	<i>61 758</i>	Autres passifs financiers courants
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	<i>293 216</i>	<i>229 052</i>	Autres passifs financiers non courants
3. Acomptes reçus sur commandes	-	-	
4. Dettes sur achats et prestations de services	101 800	91 002	Fournisseurs
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>101 800</i>	<i>91 002</i>	
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
5. Dettes sur immobilisations	1 345	2 433	Autres dettes courantes
6. Dettes représentées par des effets de commerce	-	-	
7. Dettes envers les entreprises liées	1	-14	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>1</i>	<i>-14</i>	Autres dettes courantes
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
8. Dettes envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
9. Dettes fiscales et sociales	56 054	51 378	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>56 054</i>	<i>51 378</i>	Autres dettes courantes
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	-	-	
10. Autres dettes	5 242	15 958	
<i>a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an</i>	<i>4 776</i>	<i>1 445</i>	Autres dettes courantes + Dettes d'impôts
<i>b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an</i>	<i>465</i>	<i>14 513</i>	Autres dettes non courantes
E. Comptes de régularisation	4 703	4 701	
TOTAL DU BILAN PASSIF	1 182 552	893 314	



Rapport du réviseur d'entreprises agrées



Rapport du réviseur d'entreprises agréé

Aux actionnaires de
Edify S.A.
22, rue de l'Industrie
8399 Windhof – Luxembourg

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Edify S.A. et de ses filiales (le "Groupe") comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2022 ainsi que le compte de profits et pertes consolidé pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers consolidés en vigueur au Luxembourg.

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISAs ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de la loi du 23 juillet 2016 et des normes ISAs telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Groupe conformément au code international de déontologie des professionnels comptables, y compris les normes internationales d'indépendance, publié par le Comité des normes internationales d'éthique pour les comptables (le « Code de l'IESBA ») tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés et nous

nous sommes acquittés des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion consolidé mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers consolidés.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES RESPONSABLES DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE POUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers consolidés en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploita-



tion, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

RESPONSABILITÉS DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ POUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du réviseur d'entreprises agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT SUR D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Le rapport de gestion consolidé est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Ernst & Young
Société anonyme
Cabinet de révision agréé

Gabriel de Maignet

Luxembourg, le 12 mai 2023

Edify mai 2023

Réalisation: Explorations 

Photos:
P.2 et P.3 - Philippe Lévy



EDIFY S.A.
Société anonyme

Siège Social
22, rue de l'Industrie
8399 Windhof
Luxembourg
R.C.S. Luxembourg B 190 500
Tél. : +352 24 83 16 20

Succursale du Grand-Saconnex
29, route de l'Aéroport
CP 230
1215 Genève 15
Suisse
Tél. : +41 22 710 05 27

www.edify-investmentpartner.com
contact@edify-investmentpartner.com